

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1181**6 août 2002****SOMMAIRE**

Athena II, Sicav, Luxembourg	56685	Magical S.A.H., Luxembourg	56683
AZ Fund Management S.A., Luxembourg	56642	Malicobe S.A.H., Luxembourg	56673
AZ Fund Management S.A., Luxembourg	56643	Mancial S.A., Luxembourg	56672
Banyan S.A., Luxembourg	56682	Marvel S.A., Luxembourg	56655
Bodhi Holdings S.A., Luxembourg	56684	Marvel S.A., Luxembourg	56672
Botico S.A., Luxembourg	56681	Maslet S.A., Luxembourg	56672
Boulangerie-Pâtisserie Norbert Geisen, S.à r.l., Kehlen	56643	MPC Competence Sicav, Luxembourg-Strassen ..	56654
Breda-Spizak, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	56681	Mypar Invest S.A., Luxembourg	56688
Bureau Line, S.à r.l., Luxembourg	56673	N.C.C.D. S.A.H., Luxembourg	56682
CIRM Eurotop S.A., Luxembourg	56655	Omegalux Immobilière S.A., Luxembourg	56683
Codebi S.A.H., Luxembourg	56687	Patriarch Sicav, Luxembourg-Strassen	56644
Eurocool S.A., Luxembourg	56687	Premium Invest Fund	56644
Excellence Trading S.A., Luxembourg	56676	Re Europe Invest A.G., Luxembourg	56675
Farlux S.A.H., Luxembourg	56674	Rosny S.A.H., Luxembourg	56683
Felgen & Associés Engineering S.A., Luxembourg ..	56685	Sylis, S.A., Windhof	56682
Fiduciaire Kieffer & Cie S.A., Luxembourg	56674	T.H.C. International S.A., Luxembourg	56687
Future Invest Holding S.A., Luxembourg	56684	T.H.C. International S.A., Luxembourg	56687
G & P Sicav, Luxembourg-Strassen	56674	TAU International S.A., Luxembourg	56688
GKV Holding S.A., Luxembourg	56679	Tectonix S.A.H., Luxembourg	56686
Ilyoson S.A.H., Luxembourg	56682	Tibor S.A.H., Luxembourg	56673
INSA, International Share Holding S.A., Luxem- bourg	56679	IV Umbrella Fund, Sicav, Luxembourg	56686
Intimis Investments S.A., Luxembourg-Kirchberg ..	56688	United Industrial Associates Holding S.A., Luxem- bourg	56672
Luxengineering Bevilacqua & Associés S.A., Lu- xembourg	56684	Upsilon Informatique S.A., Strassen	56686
M.L.D. Soparfi S.A., Luxembourg	56680	Welsford International Holding S.A., Luxembourg ..	56685
		Zolpan-Selco S.A., Pontpierre	56641

ZOLPAN-SELCO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4391 Pontpierre, 81, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 33.420.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Diekirch, le 3 juin 2002, vol. 270, fol. 87, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

Signature

(42576/561/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

AZ FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2093 Luxembourg, 10A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 73.617.

L'an deux mille deux, le premier juillet.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, S'est réunie:

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AZ FUND MANAGEMENT S.A., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 73.617, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 24 décembre 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 209 du 15 mars 2000.

L'Assemblée est ouverte à dix heures trente sous la présidence de Madame Ana Vazquez, employée privée, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Cécile Bruyant, employée privée, demeurant à Metz.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Nicola Haigh, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que toutes les actions étant nominatives, les actionnaires ont été convoqués par lettres recommandées datées du 20 juin 2002.

II.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- Modification de l'article 1^{er} des statuts de la Société afin de supprimer toute référence au Groupe bancaire BIPOP CARIRE.

- Modification de l'article 2 des statuts relatif au transfert du siège social de la Société.

- Modification de l'article 3 des statuts.

- Modification de l'article 17 des statuts afin de modifier la date de l'assemblée générale annuelle.

- Divers.

III.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

IV.- Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur les 125 actions représentant l'intégralité du capital social, 125 actions sont présentes ou représentées à la présente Assemblée.

V.- Qu'en conséquence la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour. L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 1^{er} des statuts en supprimant toute référence au Groupe bancaire BIPOP CARIRE.

En conséquence, l'article 1^{er} des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. «Il existe une société anonyme de droit luxembourgeois, sous la dénomination de AZ FUND MANAGEMENT S.A., (ci-après la «Société».)»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 2 des statuts comme suit:

«Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). Il pourra être transféré à l'intérieur de la ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration et dans toute autre localité du Grand Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Tout changement du siège social sera publié au Mémorial par les soins du conseil d'administration.

Le conseil d'administration aura le droit d'établir des bureaux, sièges administratifs, succursales et filiales où il le jugera utile, soit dans le Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire ou politique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

L'assemblée générale des actionnaires jugera en définitive, même avec effet rétroactif, si les événements mentionnés ci-dessus ont constitué un cas de force majeure.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts comme suit:

«Art. 3. L'objet unique de la Société est la constitution, l'administration et la gestion du Fonds AZ FUND 1, (ci-après dénommé le «Fonds»), un fonds commun de placement à compartiments multiples, et l'émission de certificats ou de

confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans l'ensemble des compartiments de ce Fonds. La Société se chargera de toute action en rapport avec la gestion, l'administration, la direction et la promotion de l'ensemble des compartiments du Fonds. Elle pourra, pour compte de l'ensemble des compartiments du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, procéder à toutes inscriptions et transferts à son nom et au nom des tiers dans les registres d'actions ou d'obligations de toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères, exercer pour compte du Fonds et des propriétaires de certificats de l'ensemble des compartiments du Fonds tous droits et privilèges, en particulier tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs de l'ensemble des compartiments du fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative.

La Société pourra exercer toute activité jugée nécessaire pour l'accomplissement de son objet, pour autant que cette activité s'inscrive dans le cadre de la loi du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif, tel que modifiée (la loi sur les OPC).»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire de la Société.

En conséquence, l'article 17 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 17. «L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation, le quatrième lundi du mois d'avril à 15.00 heures.

Si le jour prévu était férié, l'assemblée se réunirait le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires se réuniront chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige, aux lieu, endroit et heure indiqués dans les convocations faites par deux membres du conseil d'administration au moins ou le ou les commissaires ou sur demande des actionnaires réunissant au moins vingt pour cent du capital.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la société, 10A, boulevard Royal, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Vazquez - C. Bruyant - N. Haigh et F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2002, vol. 13CS, fol. 34, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2002.

F. Baden.

(54840/200/95) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2002.

AZ FUND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2093 Luxembourg, 10A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 73.617.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2002.

F. Baden.

(54841/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2002.

BOULANGERIE-PÂTISSERIE NORBERT GEISEN,S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R. C. Luxembourg B 32.775.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Kehlen, le 30 mai 2002

Les associés de la société BOULANGERIE-PÂTISSERIE NORBERT GEISEN, S.à r.l., ont décidé à l'unanimité de convertir le capital social en EUR pour le 1^{er} janvier 2002.

Le capital social de 500.000,- LUF est ainsi converti de la façon suivante:

Conversion (40,3399)	12.394,68 EUR
	<hr/>
	12.394,68 EUR

Le capital social de 12.394,68 EUR est représenté par 100 parts sociales sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées en numéraire.

Kehlen, le 30 mai 2002.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juin 2002, vol. 568, fol. 95, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42510/503/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Patriarch SICAV, Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital.

Siège social: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.

H. R. Luxemburg B 67.184.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2001 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2001 wurden eingetragen in Luxemburg, am 10. Juni 2002, Vol. 569, Fol. 22, Case 12, und wurden beim Handelsregister von Luxemburg am 11. Juni 2002 hinterlegt.

Auszug aus der ordentlichen Generalversammlung, die am 4. Juni 2002 in Luxemburg stattfand

Es wurden beschlossen:

- Herrn Holger Gachot, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., Luxemburg
 - Herrn Martin Stürner, PEH WERTPAPIERE AG, Oberursel
 - Herrn Julien Zimmer, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., Luxemburg
- als Verwaltungsratsmitglieder zu wählen bzw. wiederzuwählen.

Die Verwaltungsratsmitglieder blieben im Amt bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, die über den Jahresabschluss des Geschäftsjahres bis zum 31. Dezember 2002 abstimmen wird.

Zum Wirtschaftsprüfer wurde PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung gewählt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 4. Juni 2002.

Für die PATRIARCH SICAV

DZ BANK INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2002, vol. 569, fol. 23, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42424/000/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

PREMIUM INVEST FUND, Fonds Commun de Placement.

Verwaltungsreglement des Anlagesfonds PREMIUM INVEST FUND

Version Juli 2002

Art. 1. Der Fonds

(1) Der PREMIUM INVEST FUND (hiernach «Fonds» genannt) wurde gemäß des ersten Teils des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen als Investmentfonds (fonds commun de placement) durch die Premium Invest Lux Management SA. (hiernach «die Verwaltungsgesellschaft» genannt) gegründet.

Bei dem Fonds handelt es sich um ein rechtlich unselbständiges Gemeinschaftsvermögen aller Anteilhaber. Das Sondervermögen wird von der Verwaltungsgesellschaft in eigenem Namen, jedoch für Rechnung der Anteilhaber (nachstehend «Anteilhaber» genannt) verwaltet.

(2) Unter ein und demselben Fonds werden dem Anleger verschiedene Teilfonds angeboten, welche entsprechend ihrer speziellen Anlagepolitik nach dem Grundsatz der Risikomischung ihr Vermögen in Wertpapieren investieren. Die Verwaltungsgesellschaft hat das Recht, weitere Teilfonds hinzuzufügen bzw. bestehende Teilfonds aufzulösen oder zu fusionieren.

Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik jedes Teilfonds fest, wobei die jeweiligen Fondsvermögen gesondert vom Vermögen der Verwaltungsgesellschaft verwaltet werden.

Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft innerhalb jedes Teilfonds eine oder mehrere Anteilklassen anbieten. Die Vermögen dieser verschiedenen Anteilklassen werden gemeinsam im Einklang mit der besonderen Anlagepolitik des Teilfonds, der sie zugehörig sind, angelegt, aber diese Anteilskategorien können unterschiedliche Dividendenpolitiken (z.B. ausschüttende und thesaurierende Anteile), Gebührenstrukturen, Hedging-Politiken oder andere besondere Merkmale aufweisen.

(3) Die Verwaltungsgesellschaft gibt die Anteile der Teilfonds als Namenspapiere aus, die einen oder mehrere Anteile des Anteilhabers an dem Fonds verbriefen. Das Eigentum an Namensanteilen wird durch einen Eintrag in das Anteilsregister nachgewiesen. Die Anteilhaber erhalten eine Anteilsbestätigung.

Nach entsprechendem Beschluß des Verwaltungsrates der PREMIUM INVEST LUX MANAGEMENT S.A. können auch Inhaberanteile ausgegeben werden. Die Eigentümer von Inhaberanteilen werden im Anteilsregister nicht vermerkt. Das Eigentum ergibt sich ausschließlich aus dem Inhaberanteilszertifikat.

(4) Die Anteilhaber sind an dem Vermögen des jeweiligen Teilfonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

(5) Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt, dessen gültige Fassung sowie Änderungen desselben im Mémorial veröffentlicht sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Art. 2. Depotbank

(1) Die Verwaltungsgesellschaft hat die DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., mit eingetragenem Sitz in L-2953 Luxemburg 69 route d'Esch, zur Depotbank ernannt durch Vertrag vom 16. Februar 2001. Die Funktion der Depotbank bestimmt sich, nach den gesetzlichen Bestimmungen und den Regelungen dieses Verwaltungsreglements. Dabei handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse

der Anteilhaber. Die Depotbank hat insbesondere die in Artikel 17 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen enthaltenen Bestimmungen zu berücksichtigen.

(2) Die Depotbank verwahrt die Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, die das Fondsvermögen darstellen. Sie erfüllt die banküblichen Pflichten im Hinblick auf die Konten und Depots, in denen die Vermögensgegenstände des Fonds gehalten werden und nimmt alle laufenden administrativen Aufgaben für die Fondsguthaben wahr. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken und Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben.

(3) Auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft entnimmt die Depotbank aus den Konten des Fonds nur die im Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung für die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank.

Des Weiteren werden dem Fondsvermögen die in Artikel 17, «Kosten des Fonds», genannten Gebühren und Kosten belastet.

(4) Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft können dieses Vertragsverhältnis unter Berücksichtigung einer Kündigungsfrist von 3 Monaten unter schriftlicher Mitteilung an die andere Partei beenden.

Eine solche Kündigung wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; bis dahin wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 3. Verwaltungsgesellschaft

(1) Verwaltungsgesellschaft ist die PREMIUM INVEST LUX MANAGEMENT S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg, mit Sitz in Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch den Verwaltungsrat vertreten. Der Verwaltungsrat kann eines oder mehrere seiner Verwaltungsratsmitglieder und/oder Angestellte der Verwaltungsgesellschaft mit der täglichen Geschäftsführung beauftragen.

Die Verwaltungsgesellschaft handelt unabhängig von der Depotbank und ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber.

(2) Sie ist berechtigt, entsprechend den im Verwaltungsreglement und im Verkaufsprospekt aufgeführten Bestimmungen die Vermögen der einzelnen Teilfonds anzulegen und sonst alle Geschäfte zu tätigen, die zur Verwaltung der Fondsvermögen erforderlich sind.

(3) Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung einen oder mehrere Investmentmanager hinzuziehen.

Art. 4. Zahlstelle Die Verwaltungsgesellschaft hat die DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. mit eingetragenem Sitz in L-2953 Luxemburg, 69 route d'Esch, als Zahlstelle (Hauptzahlstelle) beauftragt durch Vertrag vom 16. Februar 2001, der auf unbestimmte Zeit abgeschlossen ist und von den Vertragsparteien unter Einhaltung einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden kann. Weitere Zahlstellen für die einzelnen Vertriebsländer ergeben sich aus dem Absatz «Zusätzliche länderbezogene Informationen für Anleger» des Prospekts welches dieses Verwaltungsreglement beinhaltet.

Art. 5. Netto-Inventarwert und Verwaltung Die Verwaltungsgesellschaft hat die DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. («die Bank»), mit eingetragenem Sitz in L-2953 Luxemburg, 69 route d'Esch, als Dienstleister des Fonds beauftragt durch Vertrag vom 16. Februar 2001 («Investment Fund Service Agreement»), der auf unbestimmte Zeit abgeschlossen ist und von beiden Vertragsparteien unter Einhaltung einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden kann.

Art. 6. Register und Transferstelle Die Verwaltungsgesellschaft hat die FIRST EUROPEAN TRANSFER AGENT S.A. mit eingetragenem Sitz in L-1331 Luxemburg, 11 boulevard Grande-Duchesse Charlotte, als Register- und Transferstelle des Fonds bestellt durch Vertrag vom 16. Februar 2001, der auf unbestimmte Zeit abgeschlossen ist und von beiden Vertragsparteien unter Einhaltung einer Frist von 3 Monaten gekündigt werden kann.

FIRST EUROPEAN TRANSFER AGENT S.A. ist ein von der DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. beherrschtes Unternehmen, das am 30. März 1994 als Aktiengesellschaft auf unbestimmte Zeit im Großherzogtum Luxemburg mit Aktienkapital von 50 Millionen luxemburgischen Franken gegründet wurde.

Art. 7. Anlagepolitik Die Verwaltungsgesellschaft wird die nachfolgenden Anlagebeschränkungen in bezug auf das Anlagevermögen eines jeden Teilfonds befolgen:

(1) Jeder der Teilfonds des Fonds darf ausschliesslich wie folgt investieren:

(a) in übertragbaren Wertpapieren, die zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse eines «zulässigen Staates» zugelassen sind;

(b) in übertragbaren Wertpapieren, die an einem sonstigen geregelten Markt in einem zulässigen Staat gehandelt werden, dessen Funktionsweise ordnungsgemäss, der anerkannt und für das Publikum offen ist (einem «geregelten Markt») und/oder

(c) in übertragbaren Wertpapieren aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung beinhalten, dass Antrag auf Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse in einem zulässigen Staat oder zu einem geregelten Markt gestellt wird und dass eine derartige Zulassung innerhalb eines Jahres nach Ausgabe erlangt wird.

(In diesem Zusammenhang sind unter «zulässiger Staat» jeder Mitgliedstaat der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung «OECD», sowie alle anderen Länder in Nord- und Südamerika, Europa, der Pazifikregion und Australasien zu verstehen.)

(Sämtliche vorstehend zu (a), (b) und (c) aufgeführten Wertpapiere werden hiermit als «qualifizierte übertragbare Wertpapiere» definiert).

(2) Anlagen eines Teilfonds können jedoch auch in solchen Wertpapieren vorgenommen werden, bei denen es sich nicht um «qualifizierte übertragbare Wertpapiere» handelt, sowie auch in Schuldpapieren, wenn sie wegen bestimmter Eigenschaften einem übertragbaren Wertpapier gleichzusetzen sind, z.B. weil sie unter anderem übertragbare, liquide Werte darstellen, deren Wert zu jeden Bewertungstag (wie unter «Feststellung des Nettoinventarwerts» definiert) genau feststellbar ist, wobei jedoch der Gesamtwert derartiger Schuldpapiere und der Anlagewerte, die nicht als qualifizierte übertragbare Wertpapiere gelten, 10% des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds nicht übersteigen darf.

(3) Ein Anteil von bis zu 49% des Wertes des Nettovermögens jedes Teilfonds darf in flüssigen Mitteln (Bankguthaben, kurzfristige Papiere wie z.B. Schatzwechsel und Schatzanweisungen von Staaten, die Mitglieder der EU oder OECD sind) gehalten werden. Die vorgenannten Papiere müssen regelmäßig gehandelt werden und dürfen zum Zeitpunkt ihres Erwerbs durch den Fonds eine restliche Laufzeit von höchstens 12 Monaten haben. Vorübergehend ist es dem Teilfonds gestattet, auch über 49% hinaus flüssige Mittel zu halten, sofern dies im Interesse der Anteilinhaber geboten erscheint.

Art. 8. Risikostreuung

(1) Ein Teilfonds darf nicht mehr als 10% seines Nettovermögens in übertragbaren Wertpapieren desselben Emittenten halten. Hält ein Teilfonds übertragbare Wertpapiere eines Emittenten, deren Wert im einzelnen je 5% des Nettoinventarwerts dieses Teilfonds übersteigt, so darf der Umfang der gesamten Anlagen dieser Art 40% des Nettovermögens des Teilfonds nicht überschreiten.

(2) Die vorstehend in Absatz (1) auf 10% festgesetzte Höchstgrenze wird auf maximal 35% erhöht, wenn es sich um übertragbare Wertpapiere handelt, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union (einem «Mitgliedstaat») oder dessen Gebietskörperschaften oder von einem sonstigen «zulässigen Staat» oder durch internationale Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein «Mitgliedstaat» oder mehrere Mitgliedsstaaten angehören, ausgestellt oder garantiert sind; diese Wertpapiere werden in die Berechnung der vorstehend zu (1) festgesetzten 40%-Grenze nicht einbezogen.

(3) Die in Absätzen (1) und (2) bestimmten Höchstgrenzen dürfen nicht addiert werden. Demgemäss dürfen die von einem einzelnen Emittenten ausgegebenen übertragbaren Wertpapiere, in denen Anlagen gemäss Absätzen (1) und (2) vorgenommen werden, in keinem Fall einen Umfang von insgesamt 35% des Nettovermögens des Teilfonds überschreiten.

(4) Unbeschadet der Bestimmungen der vorstehenden Klauseln (1) und (2) darf ein Teilfonds für den Fall, dass Anlagen dieses Teilfonds unter Wahrung des Prinzips der Risikoverteilung in übertragbaren Wertpapieren erfolgen, die von einem «Mitgliedstaat», von seinen Gebietskörperschaften oder von einem anderen, der OECD angehörigen Staat oder von einer internationalen Organisation öffentlich-rechtlichen Charakters, dem ein oder mehrere «Mitgliedstaaten» angehören, ausgegeben oder garantiert sind, bis zu 100% des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds in Wertpapieren dieser Art anlegen, vorausgesetzt, dass der Bestand des Teilfonds Wertpapiere aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen enthalten muss und dass die Wertpapiere derselben Emissionen nicht mehr als 30% des Gesamt-Nettovermögens des Teilfonds ausmachen dürfen.

(5) Der Fonds ist nicht berechtigt.

(I) mehr als 10% der im Umlauf befindlichen Wertpapiere einer bestimmten Klasse desselben Emittenten zu halten oder

(II) Aktien zu erwerben, wenn ein Teilfonds infolge der damit verbundenen Stimmrechte in der Lage versetzt würde, den Emittenten derselben rechtlich oder durch Übernahme von Leitungsbefugnissen zu beherrschen oder einen erheblichen Einfluss auf dessen Geschäftsführung auszuüben,

(III) mehr als 10% der ausgegebenen Anteile desgleichen OGAW zu erwerben, vorausgesetzt, dass diese Beschränkungen nicht anwendbar sind auf Wertpapiere erwähnt in Artikel 45, Absatz 3 des Gesetzes von 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren.

Art. 9. Unzulässige Geschäfte - Rückführung

Ferner ist jeder Teilfonds nicht berechtigt:

(1) Anlagen in Edelmetallen oder Rohstoffen oder in darüber ausgestellten Zertifikaten vorzunehmen oder Geschäfte zu tätigen, die damit in Zusammenhang stehen;

(2) Grundbesitz oder irgendwelche darauf bezügliche Optionen, Rechte oder Beteiligungen zu erwerben oder zu veräussern, jedoch mit der Massgabe, dass ein Teilfonds in Wertpapieren von Gesellschaften anlegen darf, die durch Grundbesitz oder daran bestehende Rechte besichert sind;

(3) mehr als 5% des Nettovermögens des Teilfonds in Wertpapieren von Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren («OGAW») des offenen («open end») Typs anzulegen.

Jede Anlage in OGAW ist jedoch nur dann zulässig, wenn

(a) der betreffende «open-end» -Investmentfonds als Organismus für gemeinsame Anlagen in übertragbaren Wertpapieren im Sinne des ersten und zweiten Unterabsatzes des Artikels 1 (2) der EG-Richtlinie 85/611 vom 20. Dezember 1985 anerkannt ist und wenn

(b) bei einem OGAW, der mit dem Fonds durch gemeinsame Geschäftsführung oder Beherrschung oder durch eine beherrschende unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist oder von einer Gesellschaft verwaltet wird, die mit dem «Investmentmanager» verbunden ist, die weitere Voraussetzung erfüllt ist, dass (I) es sich um einen OGAW handelt, der sich gemäss seinen Vertragsbedingungen auf die Anlage in einem bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat, und (II) von dem Fonds keinerlei Gebühren oder Kosten im Zusammenhang mit den Transaktionen bezüglich der Anteile des OGAWs erhoben werden dürfen.

(4) irgendwelche Wertpapiere auf Kredit («on margin») zu kaufen (wobei ein Teilfonds aber berechtigt ist, kurzfristige Kredite in dem Umfang aufzunehmen, wie dies zur Abwicklung von Wertpapierkäufen und -verkäufen erforderlich ist), oder Leerverkäufe von Wertpapieren zu tätigen oder eine Baisseposition zu halten, mit der Massgabe, dass Einlagen oder sonstige Konten im Zusammenhang mit Options-, Termin- oder Kurssicherungsgeschäften, soweit sie innerhalb

der nachstehend unter «Anlagetechniken und -instrumente» festgesetzten Beschränkungen zulässig sind, nicht als «margin»-Kredite in diesem Sinne gelten;

(5) irgendwelche Darlehen an Dritte zu gewähren oder Garantien für Dritte abzugeben oder Verbindlichkeiten oder Schulden Dritter zu übernehmen, diese zu indossieren oder sonst selbstschuldnerisch oder als Ausfallschuldner eine Haftung zu übernehmen, wobei jedoch im Sinne dieser Beschränkung die Übernahme eines qualifizierten übertragbaren Wertpapiers sowie die leihweise Begebung von Wertpapieren aus dem Teilfondsvermögen, soweit ihre Anzahl nicht die Hälfte des Gesamtwertes des Bestandes an einem bestimmten Wertpapier übersteigt gemäss Artikel 10 I 3. dieses Verwaltungsreglements, nicht als Kreditgewährung anzusehen sind und demgemäss auch nicht dem Verbot gemäss dieser Klausel unterliegen;

(6) Kredite aufzunehmen, mit Ausnahme solcher, deren Höhe insgesamt 10 Prozent des Gesamt-Nettovermögens des Teilfonds (zum Marktwert berechnet) nicht übersteigt, wobei auch derartige Kredite nur als vorübergehende Massnahme aufgenommen werden dürfen; solange Kredite offenstehen, ist der Teilfonds nicht zum Kauf von Wertpapieren berechtigt, ausser insoweit, als dieses zur Erfüllung bereits eingegangener Verpflichtungen und/oder in Ausübung von Bezugsrechten geschieht;

(7) Wertpapiere, die im Eigentum des Teilfonds stehen oder von diesem gehalten werden, zu beleihen, zu verpfänden, zu belasten oder in irgendeiner anderen Form als Sicherheit für Verbindlichkeiten zu begeben, soweit sich dies nicht etwa im Rahmen einer Kreditaufnahme gemäss der vorstehenden Klausel (6) als erforderlich erweist, in welchem Fall eine derartige Beleihung, Verpfändung oder Belastung den Teil des Gesamt-Nettovermögens nicht überschreitet, der zur Besicherung einer solchen Belastung notwendig ist; die Hinterlegung von Wertpapieren oder anderen Vermögenswerten auf Sonderkonten im Zusammenhang mit Optionen oder Termingeschäften ist nicht als Beleihung, Verpfändung oder Belastung in diesem Sinne anzusehen;

(8) (a) Vermögenswerte zu erwerben, die nur teilweise eingezahlt sind oder die mit bedingten oder unbedingten Verbindlichkeiten belastet sind, soweit deren Ausgabebedingungen nicht vorsehen, dass die Verbindlichkeit innerhalb eines Jahres nach Erwerb durch den Teilfonds automatisch oder auf Verlangen des Inhabers beglichen wird, oder

(b) Wertpapiere anderer Emittenten fest zu übernehmen oder als Unterbeteiligter bei der Festübernahme mitzuwirken;

(9) Waren (commodities) oder Warenkontrakte zu kaufen oder zu verkaufen;

(10) Anlagen in Vermögenswerten vorzunehmen, die die Übernahme einer unbeschränkten Haftung erfordern.

(11) Sofern die unter Artikel 7 und Artikel 8 und in vorstehenden Absätzen (3), (6) und (7) vorgesehenen Höchstgrenzen aus Gründen überschritten werden, die sich dem Einfluss des Teilfonds entziehen, oder wenn die Überschreitung sich aus der Ausübung von Bezugsrechten ergibt, so muss der Teilfonds bei Veräusserungen vordringlich das Ziel verfolgen, diese Situation unter Wahrung der Interessen der Anteilhaber zu bereinigen.

Art. 10. Anlagetechniken und Finanzinstrumente

I. Anlagetechniken und -instrumente im Zusammenhang mit übertragbaren Wertpapieren

Im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, die durch Gesetz, Verordnungen oder Verwaltungspraxis festgelegt sind, ist der Fonds berechtigt, sich gewisser Techniken und Instrumente zu bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, wenn diese Techniken und Instrumente dazu dienen, die Teilfonds effizient zu verwalten.

1. Optionen auf übertragbare Wertpapiere

Der Fonds kann Call- und Put-Optionen auf Wertpapiere nur kaufen und verkaufen und Finanztermin-Transaktionen nur eingehen, sofern diese auf einem geregelten Markt gehandelt werden, dessen Funktionsweise ordnungsgemäss, der anerkannt und für das Publikum offen ist. Zum Zeitpunkt der Veräusserung von Kaufoptionen auf Wertpapiere muss der Fonds entweder das zugrundeliegende Wertpapier oder gleichwertige Call-Optionen oder sonstige Instrumente halten, die zur Deckung der durch die Optionen entstandenen Verbindlichkeiten ausreichend sind, wie z.B. Optionscheine auf Wertpapiere («warrants»). Die solchen Optionen zugrundeliegenden Wertpapiere dürfen nicht veräussert werden, solange die betreffenden Optionen nicht abgelaufen sind, es sei denn dass diese durch kongruente Optionen («matching options») oder sonstige Instrumente gedeckt sind, die zum Ausgleich herangezogen werden können. Entsprechendes gilt für kongruente («matching») Call-Optionen oder sonstige Instrumente im Bestand eines Teilfonds, sofern zum Zeitpunkt des Verkaufs der betreffenden Optionen sich die zugrundeliegenden Wertpapiere nicht in dessen Besitz befinden.

Sollte der Fonds Call-Optionen auf Wertpapiere verkaufen, die er zum Zeitpunkt des Eingehens der Transaktion nicht in Besitz hat, so darf der Ausübungspreis für alle ausgegebenen Optionen dieser Art insgesamt 25% des Nettovermögens eines Teilfonds nicht übersteigen, und das betreffende Teilfonds muss zu jeder Zeit in der Lage sein, die Positionen glattzustellen, die sich aus derartigen Verkäufen ergeben.

Beim Verkauf einer Put-Option muss während der gesamten Laufzeit des Optionskontrakts in dem Fonds Deckung in Form flüssiger Mittel vorhanden sein, die ausreichen, um den Gegenwert der von der Gegenpartei an dem Fonds bei Ausübung der Option zu liefernden Wertpapiere zu entrichten.

Der Gesamtbetrag sämtlicher Verpflichtungen aus dem Verkauf von Call- und Put-Optionen (ausgenommen dem Verkauf von Call-Optionen, für die bei dem Fonds ausreichende Deckung verbunden ist) sowie der Gesamtbetrag der Verpflichtungen aus Transaktionen, die für andere Zwecke als zur Schwankungssicherung («hedging») eingegangen werden, darf zu keiner Zeit den Gesamt-Nettoinventarwert des Teilfonds übersteigen, auf das sie sich beziehen.

2. Transaktionen in bezug auf Termingeschäfte und Optionen auf Geldmarktinstrumente

a) Transaktionen zur Absicherung gegenüber Zinsschwankungsrisiken

Als globale Massnahme der Absicherung gegenüber Zinsschwankungen ist der Fonds berechtigt, Terminkontrakte sowie Call-Optionen auf solche zu verkaufen; er kann auch Put-Optionen auf Zinssätze kaufen und mit erstklassigen Finanzinstituten, die auf diese Art von Transaktion spezialisiert sind, Zinsswaps auf vertraglicher Basis eingehen.

Das gesamte Engagement in Terminkontrakten, Optionen und Zinsswaps darf den Gesamtwert der abzusichernden Anlagewerte im Bestand des betreffenden Teilfonds, ausgedrückt in der Währung der eingegangenen Kontrakte, nicht überschreiten.

b) Absicherungsmaßnahmen («hedging») gegen das mit allgemeinen Börsenkursbewegungen verbundene Risiko

Als globale Massnahme der Absicherung gegen ungünstige Börsenkursbewegungen ist der Fonds berechtigt, soweit nach anwendbaren Gesetzen zulässig, Terminkontrakte oder Optionen auf Börsenindizes zu kaufen oder zu verkaufen, vorausgesetzt, dass in jedem derartigen Fall eine hinreichende Obereinstimmung zwischen der Zusammensetzung des verwendeten Wertpapierindexes und dem betreffenden Teilfonds besteht.

Insgesamt darf das Engagement in Bezug auf Termin- und Optionskontrakte auf Wertpapierindizes den Gesamt-Bewertungsbetrag derjenigen Wertpapiere im Bestand des betreffenden Teilfonds nicht übersteigen, die dem gleichen Markt zuzurechnen sind, auf die der jeweils massgebliche Index sich bezieht,

c) Transaktionen die für andere Zwecke als zur Schwankungsabsicherung durchgeführt werden

Neben Optionskontrakten auf übertragbare Wertpapiere und den auf Devisen bezogenen Kontrakten kann der Fonds auch aus anderen Gründen als zur Schwankungsabsicherung den Verkauf und Kauf von Terminkontrakten und Optionskontrakten auf jede Art von Finanzinstrumenten vornehmen, vorausgesetzt, dass die Gesamtverbindlichkeit, die sich aus diesen Kauf- und Verkaufstransaktionen ergibt, unter Hinzurechnung des Gesamtengagements aus dem Verkauf von Call- und Put-Optionen auf übertragbare Wertpapiere zu keiner Zeit den Gesamt-Nettoinventarwert des betreffenden Teilfonds übersteigt.

Verkäufe von Call-Optionen auf solche übertragbaren Wertpapieren, für die der Fonds ausreichende Deckung besitzt, werden in die oben genannte Gesamtverbindlichkeit nicht eingerechnet.

Die sich aus Terminkontrakten ergebende Verbindlichkeit entspricht dem Liquidationswert der (sich nach Ausgleich zwischen Kauf- und Verkaufsposition ergebenden) Nettoposition an Kontrakten, die sich auf gleichartige Finanzinstrumente beziehen, und zwar ohne Berücksichtigung der jeweiligen Fälligkeiten.

d) Allgemeines

Der Gesamtbetrag an Prämien, die für den Erwerb von Call- und Put-Optionen auf übertragbare Wertpapiere gezahlt werden, zuzüglich der Gesamtprämien, die zum Erwerb von Call- und Put-Optionen auf sonstige Terminkontrakte gezahlt worden sind, darf 15% des Gesamtnettoinventarwerts des betreffenden Teilfonds nicht überschreiten.

3. Verleihung von Wertpapieren aus dem Bestand eines Teilfonds

Vorbehaltlich der Anlagebeschränkung (5) in Artikel 9 kann der Fonds Wertpapiere aus dem Bestand eines Teilfonds an Dritte (für einen Zeitraum von höchstens 30 Tagen und zu einem Anteil von nicht mehr als 50% des gesamten Bewertungsbetrages des betreffenden Wertpapier Teilfonds) unter Mitwirkung eines durch Euroclear, Clearstream oder eine sonstige anerkannte Clearingzentrale organisierten einheitlichen Wertpapierverleihungssystems oder durch ein erstklassiges Finanzinstitut verleihen, wobei dem Fonds durch die genannte Clearingstelle Sicherheiten gestellt werden in Form von Barmitteln oder in Form von Wertpapieren, die von einem Organ der Regierung eines Mitgliedstaates der OECD oder einer seiner inländischen Behörden oder von überstaatlichen Organen ausgegeben oder garantiert sind. Diese Sicherheiten sind zu jeder Zeit in einem Betrag aufrechtzuerhalten, der wenigstens 100% des Gesamt-Bewertungsbetrages der ausgeliehenen Wertpapiere entspricht, und zwar während der gesamten Dauer der Ausleihung.

II. Techniken und Instrumente zur Absicherung gegenüber Wechselkursrisiken

Im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, die durch Gesetz, Verordnung oder Verwaltungspraxis festgelegt sind, ist der Fonds ferner berechtigt, Techniken und Instrumente anzuwenden, die dazu bestimmt sind, im Zusammenhang mit der Verwaltung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eine Absicherung gegenüber Wechselkursrisiken zugewähren.

Zu diesem Zweck ist der Fonds zur Eingehung von Geschäften berechtigt, wonach der Verkauf von Devisenterminkontrakten und von Call-Optionen auf Währungen oder der Kauf von Put-Optionen auf Währungen mittels solcher Kontrakte durchgeführt wird, die an einem geregelten Markt, dessen Funktionsweise ordnungsgemäss, der anerkannt und dem Publikum offen ist, gehandelt werden. Zum gleichen Zweck kann der Fonds auch Devisen auf Termin verkaufen oder Devisenswaps mit erstklassigen Finanzinstrumenten vereinbaren, die auf diese Art von Transaktionen spezialisiert sind.

Der Fonds darf sich mit Devisengeschäften nur befassen, soweit dies der Absicherung gegen Wechselkursschwankungen dient und nur unter der Voraussetzung, dass der Wert derartiger Kontrakte nicht den Gesamtwert der Vermögenswerte übersteigt, die auf die Währung der betreffenden Kontrakte lauten, und dass ihre Laufzeit in der Regel die Zeitspanne nicht übersteigt, während der die betreffenden Vermögenswerte gehalten werden.

Art. 11. Pooling

(1) Um die operativen und administrativen Kosten zu reduzieren und eine breitere Diversifikation der Vermögensanlagen zu ermöglichen, kann der Verwaltungsrat beschließen, das ganze Vermögen von zwei oder mehreren Teilfonds (im folgenden: «partizipierende Teilfonds» genannt) oder einen Teil davon auf gemeinschaftlicher Basis zu verwalten. Ein Pool von Vermögenswerten entsteht, in dem Barmittel oder andere Vermögensgegenstände, die in Bezug auf die Anlagestrategie des betreffenden Pools geeignet erscheinen, von den partizipierenden Teilfonds auf diesen Pool übertragen werden. Danach kann die Verwaltungsgesellschaft jeweils weitere Übertragungen auf die Pools vornehmen. Vermögenswerte können auch auf einen partizipierenden Teilfonds bis zur Höhe der Partizipation zurückübertragen werden.

(2) Der Anteil des partizipierenden Teilfonds an einem Pool bemisst sich nach fiktiven Anteilen dieses Pools. Bei der Errichtung eines Pools bestimmt die Verwaltungsgesellschaft den Anfangswert der fiktiven Anteile (die in der von der Verwaltungsgesellschaft als geeignet angesehenen Referenzwährung geführt werden) und weist jedem partizipierenden Teilfonds fiktive Anteile mit einem Gesamtwert zu, der dem Wert der Barmittel oder dem Wert der anderen Vermögensgegenstände entspricht, die auf den Pool übertragen wurden. Danach errechnet sich der Wert der Anteile dadurch, dass das Nettovermögen des Pools durch die Anzahl der fiktiven Anteile geteilt wird.

(3) Werden weitere Barmittel oder Vermögenswerte auf einen Pool übertragen oder von diesem abgezogen, wird die Anzahl der zugeteilten fiktiven Anteile des partizipierenden Teilfonds jeweils um die Anzahl von fiktiven Anteilen erhöht oder verringert, die sich dadurch ergibt, daß der Wert der übertragenen oder abgezogenen Barmittel oder Vermögenswerte durch den aktuellen Wert eines Anteils geteilt wird. Werden Barmittel eingezahlt, so können diese Barmittel für diese Berechnung um einen Betrag reduziert werden, der nach Ansicht der Verwaltungsgesellschaft angemessen die Steuern sowie die Handels- und Erwerbskosten widerspiegelt, die bei der Anlage der betreffenden Barmittel anfallen. Werden Barmittel wieder abgezogen, so kann ein entsprechender Abzug vorgenommen werden, um die Kosten zu berücksichtigen, die bei der Veräußerung von Wertpapieren oder anderen Vermögensgegenständen des Pools anfallen.

(4) Dividenden, Zinsen und andere Ertragsausschüttungen auf Vermögensgegenstände eines Pools werden diesem Pool zugerechnet und steigern den Wert des betreffenden Pools. Bei Auflösung des Fonds werden die Vermögensgegenstände eines Pools den partizipierenden Teilfonds im Verhältnis ihrer Beteiligung am Pool zugerechnet.

(5) Im Wege des Poolings ist es jederzeit möglich, die von den partizipierenden Teilfonds gehaltenen Anteile an den Pools zu identifizieren, den Nettoinventarwert der partizipierenden Teilfonds festzustellen und die zur gemeinschaftlichen Verwaltung eingebrachten Vermögenswerte den Teilfonds zurückzuführen.

(6) Die Beteiligung der partizipierenden Teilfonds an den einzelnen Pools entspricht im Verhältnis immer der Ratio, welche sich aus der Zusammensetzung des Gesamtvermögen des Pools im Vergleich zu den von den einzelnen Teilfonds eingebrachten Vermögenswerten ergibt.

Art. 12. Co-Management

(1) Um die operativen und administrativen Kosten zu reduzieren und eine breitere Diversifikation der Vermögensanlagen zu ermöglichen, kann der Verwaltungsrat beschließen, das ganze Vermögen des Fonds, eines oder mehrerer Teilfonds oder einen Teil davon zusammen mit Vermögenswerten zu verwalten, die anderen Luxemburger Investmentfonds, ihren Teilfonds oder Teilen derselben zuzurechnen sind. In den folgenden Absätzen bezieht sich der Begriff «Einheiten unter Co-Management» pauschal auf die Fonds und/oder alle ihre Teilfonds, für die und zwischen denen Vereinbarungen über ein Co-Management abgeschlossen wurden. Der Begriff «Vermögen unter Co-Management» bezieht sich auf sämtliche Vermögenswerte dieser Einheiten unter Co-Management, die gemäß denselben Vereinbarungen über ein Co-Management gemeinsam verwaltet werden.

(2) Nach den Vereinbarungen über Co-Management können der Investmentmanager und die von diesem beauftragten Asset Manager für die betreffenden Einheiten unter Co-Management auf konsolidierter Basis Vermögensanlagen erwerben und veräußern und dadurch die Zusammensetzung des Vermögens der Teilfonds beeinflussen.

(3) Jede Einheit unter Co-Management hält einen Anteil am Vermögen unter Co-Management, der dem Verhältnis zwischen ihrem Nettovermögen und dem Gesamtwert des Vermögens unter Co-Management entspricht. Dieses Verhältnis ist auf jede Vermögensanlage anzuwenden, die im Zuge des Co-Managements gehalten oder getätigt wird. Bei Entscheidungen über den Erwerb oder die Veräußerung von Vermögensgegenständen ändert sich dieses Verhältnis nicht. Insofern werden neu erworbene Vermögensanlagen den Einheiten unter Co-Management nach demselben Verhältnis zugerechnet und veräußerte Vermögensanlagen werden proportional von dem Vermögen unter Co-Management abgezogen, das den einzelnen Einheiten unter Co-Management zusteht.

(4) Zuflüsse zu einer Einheit unter Co-Management durch Kauf oder Umtausch bzw. Abflüsse durch Verkauf oder Umtausch können entweder über ein gesondertes, vom Vermögen unter Co-Management getrenntes Konto der jeweiligen Einheit abgewickelt werden oder direkt über das Vermögen unter Co-Management. Bei Abwicklung über ein gesondertes Konto ändert sich der Anteil der Einheit am Vermögen unter Co-Management nicht. Führt die Einheit die zugeflossenen Barmittel jedoch dem Vermögen unter Co-Management zu, oder entnimmt sie dem Vermögen Barmittel, so ändert sich der Anteil gemäß Absatz 3. Vergleichbares gilt, falls Zu- oder Abflüsse direkt zu Gunsten oder zu Lasten des Vermögens unter Co-Management erfolgen. Jede Anpassung erfolgt insofern durch Neuordnung der einzelnen Vermögensanlagen gemäß der neuen Anteile auf die einzelnen Einheiten unter Co-Management

(5) Änderungen des Anteils einer Einheit unter Co-Management am Vermögen unter Co-Management hat somit Einfluss auf die Zusammensetzung des Vermögens anderer Einheiten, ohne dass bei diesen selbst Änderungen erfolgen. Um dadurch bedingte Überschreitungen von Anlagebeschränkungen einer Einheit unter Co-Management zu vermeiden, stehen der Verwaltungsgesellschaft verschiedene Möglichkeiten der Anpassung zur Verfügung, beispielsweise die Verwaltung eines Teil des Vermögens einer Einheit unter Co-Management außerhalb des Vermögens unter Co-Management. Des weiteren hat die Verwaltungsgesellschaft die Möglichkeit, die Vereinbarungen über Co-Management jederzeit zu kündigen, um dadurch unerwünschte Änderungen oder Anpassungen der Vermögenszusammensetzung einer Einheit unter Co-Management zu vermeiden.

(6) Vermögenswerte einer Einheit unter Co-Management werden nur dann Vermögen unter Co-Management zugeführt, wenn die Anlagestrategie der Einheit mit denen des Vermögens unter Co-Management identisch ist. Da Einheiten unter Co-Management eine Anlagestrategie aufweisen können, die mit der Anlagestrategie eines Teilfonds nicht ganz identisch ist, ist es möglich, dass die gemeinsame Anlagestrategie restriktiver als die des Teilfonds ist. Dadurch soll sichergestellt werden, dass Anlageentscheidungen in vollem Umfang mit der Anlagestrategie der Teilfonds übereinstimmen. Das Vermögen von Einheiten unter Co-Management wird nur zusammen mit Vermögen unter Co-Management verwaltet, wenn die Depotbank identisch ist. Dadurch soll sichergestellt werden, daß die Depotbank in der Lage ist, in Bezug auf die Verwaltungsgesellschaft und die Teilfonds ihre Funktionen und Verpflichtungen gemäß dem Gesetz vom 30. März 1988 über Investmentfonds in vollem Umfang auszuüben. Die Depotbank verwahrt das nicht unter Co-Management stehende Vermögen eines Teilfonds vom Vermögen der anderen Einheiten unter Co-Management stets getrennt. Sie muß jederzeit in der Lage sein, das Vermögen des Fonds und der einzelnen Teilfonds identifizieren zu können.

(7) Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit und fristlos die Kündigung der Vereinbarung über Co-Management be-schließen.

(8) Anteilinhaber können sich am Geschäftssitz der Verwaltungsgesellschaft jederzeit über den Prozentsatz der Vermögenswerte informieren, die gemeinsam verwaltet werden. Sie können sich ferner darüber informieren, mit welchen Einheiten zum Zeitpunkt ihrer Anfrage eine Vereinbarung über Co-Management besteht. In den Jahres- und Halbjahresberichten werden die Zusammensetzung und die Prozentsätze des Vermögens unter Co-Management aufgeführt.

Art. 13 Anteile

(1) Generell werden auf den Namen lautende Anteile über die Depotbank in Form von Anteilbestätigungen nach Zahlung des Kaufpreises an die Depotbank zur Verfügung gestellt. In diesem Falle werden die Anteile bis auf tausendstel Anteile zugeteilt.

Nach vorherigem Beschluß des Verwaltungsrates der Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltungsgesellschaft über die Depotbank auf den Inhaber lautende Anteilzertifikate über ganze Anteile ausstellen. Die anfallenden Kosten werden dabei dem Zeichner in Rechnung gestellt. Die Zertifikate der Inhaberanteile werden mit Couponbogen in Stückelungen zu 1, 10 und 100 Anteilen geliefert.

(2) Jedes Anteilzertifikat trägt die handschriftlichen oder vervielfältigten Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank, welche durch Faksimileunterschriften ersetzt werden können. Auf den Zertifikaten ist vermerkt, welchem Teilfonds, welcher Art von Anteilen (wenn ausgegeben) und welcher Anteilklasse die Anteile zugehören.

(3) Die Anteilzertifikate sind übertragbar. Mit der Übertragung eines Anteilzertifikats gehen die darin verbrieften Rechte über. Der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank gegenüber gilt in jedem Fall der Inhaber des Anteilzertifikates bzw. der Anteilbestätigung als der Berechtigte.

(4) Für die einzelnen Teilfonds und, wenn angeboten, für jede Art von Anteilen, werden Anteile der Anteilklasse A - nicht ausschüttungsberechtigte Anteile (im folgenden: Thesaurierungsanteile) - und, nach vorherigem Beschluß durch den Verwaltungsrat, Anteile der Anteilklasse B - ausschüttungsberechtigte Anteile - ausgegeben.

Bei Anteilen der Anteilklasse A (Thesaurierungsanteilen) wird die PREMIUM INVEST LUX MANAGEMENT S.A. keine Ausschüttungen vornehmen, sondern alle anfallenden Nettokapitalerträge und alle realisierten Nettokapitalgewinne bzw. nicht realisierten Kapitalgewinne thesaurieren, was den Nettoinventarwert der Thesaurierungsanteile der betreffenden Teilfonds erhöht.

Bei Anteilen der Anteilklasse B (ausschüttungsberechtigten Anteilen) wird die PREMIUM INVEST LUX MANAGEMENT S.A. die gesamten oder fast die gesamten Nettokapitalerträge als Dividenden ausschütten, wobei der gesetzlich vorgeschriebene Mindestnettoinventarwert des Fonds von 50 Millionen Luxemburger Franken nicht unterschritten werden darf. Jegliche eventuell ausgeführte Ausschüttung wird gemäß den in Artikel 19 enthaltenen Bedingungen veröffentlicht.

Die Verwaltungsgesellschaft kann weiterhin jederzeit weitere Anteilklassen innerhalb der einzelnen Teilfonds mit unterschiedlichen Merkmalen ausgeben, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale, wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der jeweiligen Teilfonds beschrieben.

Die Anteilinhaber von auf den Namen lautenden Anteilen erhalten, sofern der Depotbank eine Kontonummer vorliegt, die auszuschüttenden Beträge auf das angegebene Konto überwiesen. Liegt eine solche nicht vor, so erhalten sie einen Dividendenscheck, der für jeden Anteilinhaber an die im Register der Anteilinhaber aufgeführte Adresse geschickt wird. Eventuell anfallende Kosten bei der Einlösung des Dividendenschecks sind in diesem Falle von dem Anteilinhaber zu tragen.

Ausschüttungen, die nicht innerhalb von fünf Jahren von dem Anteilinhaber angefordert werden, verfallen zu Gunsten des jeweiligen Teilfonds.

Art. 14. Ausgabe - Rücknahme und Konversion von Anteilen

(1) Die Anteile werden den Anlegern durch die Verwaltungsgesellschaft an jedem Bewertungstag nach Zahlung des Kaufpreises gemäß Artikel 15 in entsprechender Zahl übertragen. Sie werden nach Zahlungseingang im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Register- und Transferstelle durch Übergabe von Anteilzertifikaten (sofern ausgestellt) des entsprechenden Teilfonds ausgehändigt: entsprechendes gilt für ausgestellte Anteilbestätigungen. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile ist grundsätzlich nicht beschränkt.

Es liegt jedoch im Ermessen der Verwaltungsgesellschaft, die Ausgabe von Anteilen an einem oder mehreren Teilfonds an bestimmte natürliche oder juristische Personen zeitweise auszusetzen, zu limitieren oder ganz einzustellen.

Zudem hat die Verwaltungsgesellschaft jederzeit das Recht:

- die Anteile, die unter Nichtbeachtung dieses Artikels erworben wurden, zum aktuellen Nettoinventarwert zurückzuzahlen, sowie

- Zeichnungsaufträge nach ihrem Ermessen zurückzuweisen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann die Anteile jedes Teilfonds aufteilen oder zusammenlegen.

(2) Der Anleger hat die Möglichkeit, durch Unterzeichnung des Antragsformulars eine einmalige Zeichnung von Anteilen zu veranlassen.

Zusätzlich kann die Verwaltungsgesellschaft für einen oder mehrere Teilfonds auch eine regelmäßige monatliche, viertel- oder halbjährliche Zeichnung von Anteilen zulassen (Sparplan). Hierbei hat der Anleger jederzeit das Recht, Zeichnungen außerhalb des Sparplanes zu tätigen sowie die regelmäßige Zeichnung ohne Kündigungsfrist zu kündigen. Bei einer regelmäßigen Zeichnung von Anteilen wird der für den betreffenden Teilfonds zahlbare Ausgabeaufschlag bei jeder Einzahlung berechnet. Ob ein solcher Sparplan von der Verwaltungsgesellschaft angeboten wird, ergibt sich für jeden Teilfonds aus dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt.

Die Verwaltungsgesellschaft kann es Anlegern auch gestatten, den Ausgabepreis durch Sacheinlagen in den/die jeweiligen Teilfonds/Anteilklasse zu erbringen, wenn diese der Anlagepolitik entsprechen. Ein Anspruch hierauf besteht jedoch nicht. Die Kosten für die Erstellung eines hierfür gesetzlich erforderlichen Prüfungsberichtes sind normalerweise zu Lasten des Anlegers und können nur im Ausnahmefall durch die Verwaltungsgesellschaft übernommen werden.

(3) Die Anteilscheine können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, den Zahlsteller oder durch Vermittlung Dritter erworben werden.

(4) Der Anteilinhaber eines Teilfonds kann einen Teil oder alle seine Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds konvertieren. Diese Konversion erfolgt auf der Basis der Netto-Inventarwerte der betreffenden Teilfonds am anzuwendenden Bewertungstag. Bei Netto-Inventarwerten in unterschiedlichen Währungen wird der Konversion der letzte verfügbare Devisenmittelkurs zugrundegelegt.

Bei der Konversion von Anteilen eines Teilfonds (der «Alte Teilfonds») in Anteile eines anderen Teilfonds (der «Neue Teilfonds») kann eine Kommission («Umtauschgebühr») zu Gunsten der Verwaltungsgesellschaft erhoben werden, die, soweit anwendbar, wie folgt berechnet wird:

(a) erhebt der Neue Teilfonds einen höheren Ausgabeaufschlag als der Alte Teilfonds, beläuft sich die Umtauschgebühr auf die Differenz der Ausgabeaufschläge, mit einem Mindestbetrag von EUR 50,-;

(b) sind die Ausgabeaufschläge gleich, beträgt die Umtauschgebühr 1,5% des Umtauschbetrages, mit einem Mindestbetrag von EUR 50,- und einem Höchstbetrag von EUR 500,-;

(c) erhebt der Alte Teilfonds einen höheren Ausgabeaufschlag als der Neue Teilfonds, so wird keine Umtauschgebühr berechnet.

Unter den gleichen Voraussetzungen kann der Anteilinhaber innerhalb eines Teilfonds zwischen den verschiedenen, seitens des jeweiligen Teilfonds angebotenen Anteilsklassen wechseln.

(5) Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile verlangen. Die Rücknahme erfolgt gegen Einreichung der Zertifikate bzw. gegen deren Ausbuchung, insofern diese bei der Depotbank deponiert und nicht zugestellt waren bzw. im Falle von Anteilbestätigungen, durch Rücknahmeaufträge bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank oder den Zahlstellen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile zum jeweils geltenden Rücknahmepreis gemäß Artikel 15 zurückzunehmen. Der Rücknahmepreis vermindert sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen. Die Rückzahlung erfolgt unter gewöhnlichen Umständen vorbehaltlich evtl. Prüfungen unverzüglich, zumindest aber innerhalb von 7 Bankarbeitstagen in Luxemburg nach Berechnung des Rücknahmepreises in der Währung des Fonds, wie sie im Verkaufsprospekt angegeben ist.

Auf besonderen Wunsch eines Anteilinhabers besteht auch die Möglichkeit, das die Verwaltungsgesellschaft den Rücknahmepreis in von dem/den Teilfond(s) gehaltenen Vermögensgegenständen begleicht. Ein Anspruch auf eine solche Rücknahme oder die Herausgabe bestimmter Vermögenswerte besteht jedoch nicht. Eine solche Rücknahme erfolgt stets unter Beachtung der Gleichbehandlung aller Anleger des Teilfonds und die Herausgabe darf nicht zu einer wirtschaftlichen Benachteiligung der verbleibenden Anleger führen. In diesem Falle gehen die Kosten für den erforderlichen Prüfungsbericht des Wirtschaftsprüfers zu Lasten des Anlegers.

(6) Bei massiven Rücknahmeanträgen können Depotbank und Verwaltungsgesellschaft beschließen, einen Rücknahmeantrag erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte des Fonds verkauft worden sind. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme gemäß Artikel 15 zum dann geltenden Netto-Inventarwert. Mit der Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt der entsprechende Anteil.

(7) Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände wie z.B. Streiks sie daran hindern, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land, in dem die Rückzahlung gefordert wird, vorzunehmen.

Art. 15. Netto-Inventarwert - Ausgabe und Rücknahmepreis

(1) Der Netto-Inventarwert (auch «Anteilwert» genannt) sowie der Ausgabe- bzw. Rücknahmepreis jedes Anteils wird in der Währung des jeweiligen Teilfonds angegeben und unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft an dem im Anhang zum Verkaufsprospekt festgesetzten Bewertungstag des betreffenden Teilfonds (hiernach «Bewertungstag» genannt) berechnet, mindestens jedoch zwei Mal im Monat. Fällt ein Bewertungstag nicht auf einen Bankarbeitstag in Luxemburg, so wird der Netto-Inventarwert am nächstfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg berechnet.

Die Berechnung des Netto-Inventarwertes erfolgt durch Teilung des Nettovermögens des jeweiligen Teilfonds (Fondsvermögen abzüglich Verbindlichkeiten des Teilfonds) durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile (nachstehend «Netto-Inventarwert pro Anteil») dieses Teilfonds.

Das Gesamtvermögen des Fonds besteht aus der Summe der Nettovermögen der jeweiligen Teilfonds und wird in Euro (EUR) ausgedrückt.

Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, daß in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilspreise erfolgt.

(2) Das Vermögen eines jeden Teilfonds wird folgendermaßen bewertet:

Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert, ist der letztverfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber aktiv im geregelten Freiverkehr oder einem anderen organisierten Wertpapiermarkt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die Währung des entsprechenden Teilfonds lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die Währung des Teilfonds umgerechnet.

Das Netto-Fondsvermögen der einzelnen Anteilklassen der Teilfonds wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls, wenn es sich um ausschüttende Anteilklassen handelt und eine Ausschüttung von der Verwaltungsgesellschaft beschlossen wurde, an die Anteilhaber der betreffenden Anteilsklasse des Teilfonds gezahlt wurden.

(3) Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann zum Nettoinventarwert pro Anteil ein Ausgabeaufschlag erhoben werden, dessen Höhe für den betreffenden Teilfonds im Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben ist. Ferner erhöht sich der Ausgabepreis in bestimmten Ländern um dort anfallende Ausgabesteuern, Stempelsteuern und andere Belastungen.

(4) Der Rücknahmepreis ist der nach Absatz (1) bis (2) ermittelte Netto-Inventarwert pro Anteil. Es kann eine Rücknahmegebühr von bis zu max. 1,0% zugunsten der Verwaltungsgesellschaft erhoben werden. Ob und für welche Teilfonds eine solche Gebühr erhoben wird, ergibt sich für jeden Teilfonds aus dem für den Teilfonds gültigen Anhang zum Verkaufsprospekt.

(5) Zeichnungs-, Rückkauf- und Umtauschanträge, welche bis spätestens 17.00 Uhr an jedem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Ausgabe-, Rücknahme- bzw. Umtauschpreis des darauffolgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern bei Kaufaufträgen der Gegenwert verfügbar ist. Kauf-, Rücknahme- und Umtauschanträge, welche später eingehen oder deren Bezahlung später erfolgt, werden zu den Bedingungen des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern keine besonderen Umstände auftreten, die auf eine erhebliche Änderung des Netto-Inventarwertes pro Anteil schließen lassen. Die Rückzahlung erfolgt unter gewöhnlichen Umständen vorbehaltlich evtl. Prüfungen unverzüglich, zumindest aber innerhalb von 7 Bankarbeitstagen in Luxemburg nach Berechnung des Rücknahmepreises in der Währung des entsprechenden Teilfonds, wie sie im Verkaufsprospekt angegeben ist.

(6) Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft die Anteile des entsprechenden Teilfonds auf der Basis der Kurse, zu welchen die notwendigen Verkäufe von Wertpapieren getätigt werden, bewerten. In diesem Fall wird für gleichzeitig eingereichte Kauf- und Rückkaufanträge derselbe Berechnungswert angewandt. Die betroffenen Anleger werden hierüber umgehend in Kenntnis gesetzt.

Art. 16. Aussetzung der Berechnung des Netto-Inventarwertes und der Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Anteilen

(1) Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Netto-Inventarwertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Anteilen eines oder mehrerer Teilfonds zeitweilig einzustellen:

a) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein Markt, an dem ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Fonds notiert ist, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann, oder es für sie unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Netto-Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

(2) Die Aussetzung und Wiederaufnahme der Netto-Inventarwertberechnung wird unverzüglich den Anteilhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme oder zum Umtausch angeboten haben. Diese Mitteilung erfolgt gemäß den in Artikel 19 enthaltenen Bestimmungen.

Art. 17. Kosten des Fonds

(1) Der Verwaltungsgesellschaft steht für die Verwaltung des Fonds und der Depotbank steht für die Verwahrung der zum Fonds gehörenden Vermögenswerte jeweils eine Vergütung zu, die gemäß dem Anhang zum Verkaufsprospekt entsprechend berechnet und ausgezahlt wird. Die der Verwaltungsgesellschaft zustehende Vergütung kann in besonderen Fällen maximal 2% des durchschnittlichen Nettovermögens des jeweiligen Teilfonds betragen.

(2) Dem Investmentmanager steht für das Fondsmanagement eine Vergütung zu, die gemäß dem Anhang zum Verkaufsprospekt für den betreffenden Teilfonds entsprechend berechnet und ausgezahlt wird.

(3) Neben diesen Vergütungen trägt der Fonds folgende Kosten:

- alle Steuern, die auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
- bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und für deren Verwahrung;

- die Aufwendungen der Korrespondenten der Depotbank im Ausland sowie deren Bearbeitungsgebühren;

- das Entgelt für die Zahl- und Informationsstellen und die Vertretung im Ausland;

- die Kosten der Buchhaltung und der Berechnung des Netto-Inventarwertes;

- die Gebühren zur Anmeldung und zur Registrierung bei allen Registrierungsbehörden und Börsen, die Kosten der Börsennotierung und der Veröffentlichung in Zeitungen inklusive Übersetzungskosten;

- die Kosten der Führung des Anteilregisters;

- die Kosten der Vorbereitung, des Drucks, der Hinterlegung und Veröffentlichung der Verträge und anderer Dokumente;

- die Kosten der Vorbereitung, der Übersetzung, des Drucks und Vertriebs der periodischen Veröffentlichungen und anderen Dokumente, die durch das Gesetz oder durch Reglements vorgesehen sind;

- ein angemessener Anteil an den Kosten für die Werbung und an solchen, welche direkt im Zusammenhang mit dem Anbieten und Verkauf von Anteilen anfallen;

- die Kosten der Vorbereitung und des Drucks von Anteilschein-Zertifikaten sowie Ertragsschein-Bogenerneuerungen;

- die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen;

- die Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilhaber handeln;

- die Kosten der Wirtschaftsprüfer für den Fonds;

- die Verbreitungskosten von Mitteilungen an die Anteilhaber.

(4) Sämtliche wiederkehrenden Gebühren werden zuerst den Anlageerträgen, dann den realisierten Kapitalgewinnen und schließlich dem Fondsvermögen angerechnet. Die Gründungskosten, die auf ca. EUR 100.000,- geschätzt wurden,

werden über eine Periode von höchstens 5 Jahren abgesetzt. Folgekosten für die Auflegung weiterer Teilfonds werden über einen Zeitraum von maximal 5 Jahren ab Auflegung dem jeweiligen Vermögen des Teilfonds angerechnet.

(5) Die Kosten jedes einzelnen Teilfonds werden auf einer Teilfondsbasis getrennt und Dritte können jeweils nur auf die Aktiva des betroffenen Teilfonds zurückgreifen.

Art. 18. Rechnungslegung

(1) Der Jahresabschluß des Fonds und dessen Bücher werden von einem von der Verwaltungsgesellschaft ernannten Wirtschaftsprüfer geprüft.

(2) Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

(3) Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht. Der erste Bericht wird ein ungeprüfter Halbjahresbericht zum 30. September 2002 sein.

(4) Die Berichte sind am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, den Vertriebsstellen und den Zahl- und Informationsstellen erhältlich.

Für statistische Zwecke und sonstige Meldepflichten werden die Vermögen aller Teilfonds zusammengefaßt und in einer Summe in Euro angegeben.

Art. 19. Informationen an die Anteilinhaber

Informationen an die Anteilinhaber werden, soweit gesetzlich erforderlich im «Mémorial» und im «Luxemburger Wort» veröffentlicht, sowie zusätzlich in mindestens einer überregionalen Zeitung in den Ländern, in denen die Anteile öffentlich vertrieben werden.

Art. 20. Geschäftsjahr Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 01. April und endet am 31. März eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr begann am Tag der Gründung des Fonds und endet am 31. März 2003.

Art. 21. Dauer und Auflösung des Fonds und der Teilfonds

(1) Der Fonds ist für unbegrenzte Zeit errichtet. Die Auflösung des gesamten Fonds kann jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft beschlossen werden.

(2) Die Auflösung wird im «Mémorial» und in mindestens 3 Tageszeitungen, darunter das Luxemburger Wort, veröffentlicht sowie in einer anderen Zeitung, die in den Vertriebsländern des Fonds veröffentlicht wird. Vom Tage der Entscheidung der Verwaltungsgesellschaft an wird die Ausgabe, Rücknahme und Konversion der Anteile eingestellt.

Die Verwaltungsgesellschaft löst den Fonds im besten Interesse der Anteilinhaber auf und weist die Depotbank an, den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationsspesen, an die Anteilinhaber auszuschütten.

Liquidationserlöse, die nach Abschluß des Liquidationsverfahrens nicht von den Anteilhabern eingezogen wurden, werden von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort eingefordert werden.

(3) Falls sich die wirtschaftliche oder politische Situation zu Ungunsten der Anlagepolitik entwickeln sollte, kann die Verwaltungsgesellschaft gegebenenfalls im Interesse der Anteilinhaber einen bzw. mehrere Teilfonds miteinander verschmelzen oder auflösen, indem sie die Anteile des/der betreffenden Teilfonds aufhebt; sie zahlt den Anteilhabern des/der Teilfonds entweder die Gesamtheit der zugrundeliegenden Anteile zurück oder ermöglicht ihnen das überwechseln in einen anderen Teilfonds, indem den Anteilhabern aufgrund ihrer bisherigen Beteiligung neue Anteile zugeteilt werden. Der Beschluß der Verwaltungsgesellschaft wird im «Luxemburger Wort» veröffentlicht sowie in einer anderen Zeitung, die in den Vertriebsländern des Fonds veröffentlicht wird.

Die Anteilinhaber von Teilfonds, die verschmelzt werden, haben vor der tatsächlichen Verschmelzung die Möglichkeit, aus den betreffenden Teilfonds durch die kostenlose Rücknahme ihrer Anteile auszuscheiden, und dies innerhalb des Monats nach Veröffentlichung des Fusionsbeschlusses durch die Verwaltungsgesellschaft.

Der Erlös aus der Auflösung von Anteilen, deren ehemalige Inhaber beim Abschluß der Aufhebung eines Teilfonds nicht vorstellig wurden, wird während sechs Monaten nach Abschluß bei der Depotbank in Verwahrung bleiben und danach bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt.

Die Verwaltungsgesellschaft hat in bestimmten Fällen das Recht, die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds mit einem anderen Luxemburger Investmentfonds (Teil 1) zu beschließen. Die Verschmelzung kann beschlossen werden, wenn das Nettovermögen eines Teilfonds unter EUR 5.000.000,- fällt oder wenn die wirtschaftliche und politische Situation sich ändert. Die Anteilinhaber von Teilfonds die mit einem Luxemburger Investmentfonds verschmolzen werden, haben vor der tatsächlichen Verschmelzung ebenfalls die Möglichkeit, aus dem betreffenden Teilfonds durch die kostenlose Rücknahme ihrer Anteile auszuscheiden, und dies innerhalb des Monats nach Veröffentlichung des Fusionsbeschlusses durch die Verwaltungsgesellschaft. Der Beschluß der Verwaltungsgesellschaft, einen oder mehrere Teilfonds mit einem anderen Luxemburger Investmentfonds (Teil 1) zu verschmelzen, wird im «Luxemburger Wort» veröffentlicht sowie in einer anderen Zeitung, die in den Vertriebsländern des Fonds veröffentlicht wird.

Die Entscheidung, sich mit einem anderen ausländischen Investmentfonds zu verschmelzen, obliegt den Anteilhabern des/der zu verschmelzenden Teilfonds. Diese Entscheidung treffen die Anteilinhaber des/der jeweiligen Teilfonds jedoch einstimmig. Wenn diese Bedingung nicht erfüllt wird, sind nur diejenigen Anteilinhaber an die Entscheidung gebunden, die für die Verschmelzung gestimmt haben. Bei allen anderen Anteilhabern wird davon ausgegangen, daß sie einen Antrag auf Rückkauf gestellt haben.

(4) Weder die Anteilinhaber noch deren Gläubiger, Erben und Rechtsnachfolger können eine Teilung oder die Auflösung des Fonds fordern.

Art. 22. Verjährung und Vorlegungsfrist

(1) Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die im Artikel 21 Absatz (2) enthaltene Regelung.

(2) Die Vorlegungsfrist für Ertragscheine beträgt 5 Jahre.

Art. 23. Änderungen des Verwaltungsreglements Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Verwaltungsreglement jederzeit im Interesse der Anteilhaber ganz oder teilweise ändern. Jegliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, am Tage ihrer Unterzeichnung in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann und wird weitere Veröffentlichungen veranlassen, soweit dies gesetzlich vorgeschrieben ist.

Art. 24. Erfüllungsort - Gerichtsstand und Vertragssprache

(1) Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.

(2) Dieses Verwaltungsreglement unterliegt luxemburgischem Recht.

Für sämtliche Rechtsstreitigkeiten zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank ist das Bezirksgericht Luxemburg (tribunal d'arrondissement) zuständig. Die Verwaltungsgesellschaft und/oder die Depotbank können sich und den Fonds jedoch in Zusammenhang mit Forderungen von Anlegern aus anderen Ländern der Gerichtsbarkeit jener Länder unterwerfen, in denen Anteile angeboten und verkauft werden.

(3) Die deutsche Fassung dieses Reglements ist maßgebend. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können jedoch von ihnen genehmigte Übersetzungen in Sprachen der Länder, in welchen Anteile angeboten und verkauft werden, für sich und den Fonds als verbindlich bezüglich solcher Anteile anerkennen, die an Anleger dieser Länder verkauft werden-

Art. 25. Inkrafttreten Das Verwaltungsreglement trat erstmals am 15. Juli 2002 in Kraft.

Luxemburg, 15. Juli 2002

PREMIUM INVEST LUX MANAGEMENT S.A.

S. Jaffer / L. Hilger

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.

G. Pirsch / M. Bock

Conseiller / Fondé de pouvoir

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 2002, vol. 571, fol. 2, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54445/267/656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2002.

MPC COMPETENCE SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxemburg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.

H. R. Luxemburg B 68.081.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2001 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2001 wurden eingetragen in Luxemburg, am 29. Mai 2002, Vol. 568, Fol. 72, Case 9, und wurden beim Handelsregister in und von Luxemburg am 11. Juni 2002 hinterlegt.

Auszug aus der ordentlichen Generalversammlung, die am 28. Mai 2001 in Luxemburg stattfand

Den während des Geschäftsjahres amtierenden Verwaltungsratsmitgliedern wurde für die ordnungsgemäße Ausführung ihrer Aufgaben für das am 31. Dezember 2001 abgelaufene Geschäftsjahr Entlastung erteilt.

Es wurden beschlossen:

- Herrn Klaus-Peter Bräuer, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., Luxemburg
 - Herrn Axel Jensen, MÜNCHMEYER PETERSEN VENTURE CONSULTING, GmbH, Hamburg
 - Herrn Julien Zimmer, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., Luxemburg
 - Herrn Frank R. Lingohr, LINGOHR & PARTNER ASSET MANAGEMENT, GmbH, Erkrath
- als Verwaltungsratsmitgliedern wiederzuwählen.

Die Verwaltungsratsmitglieder bleiben im Amt bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, die über den Jahresabschluss des Geschäftsjahres bis zum 31. Dezember 2002 abstimmen wird.

Zum Wirtschaftsprüfer wurde PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung gewählt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 29. Mai 2002.

Für die MPC COMPETENCE SICAV

DZ BANK INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2002, vol. 569, fol. 23, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42425/000/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

CIRM EUROTOP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 58.210.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2002, vol. 569, fol. 9, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2002.

CIRM EUROTOP S.A.

Signature / Signature

Administrateurs

(42395/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

MARVEL S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 84.650.

In the year two thousand and two, on the twenty-third of May.

Before Us, Maître Joseph Gloden, notary residing in Grevenmacher (Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of the société anonyme MARVEL S.A. (the «Corporation») having its registered office in Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, R.C. Luxembourg B 84.650, incorporated by deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, on 8th November 2001, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») n° 445 on 22nd March 2002. The articles of incorporation were amended for the last time by deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on the 17th April 2002, not yet been published in the Mémorial C.

The meeting was presided over by Manuel Frias, director, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Patrick Santer, master at law, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Katia Panichi, master at law, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on the attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary.

This list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that the entire corporate capital is represented at the present meeting and that the shareholders declare themselves duly informed of the agenda so that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

Agenda:

1. Amendment of the articles of incorporation of the Corporation by adding a new article 6 worded as follows:

«Art. 6. Share transfers.**6.1. General; Lock-up; Adherence**

(a) Each shareholder shall ensure that any Transfer by it or any of its Affiliates of a share or any interest or right arising from a share (an option, warrant or other right to acquire any share (whether by subscription, conversion or otherwise) being deemed to be an interest in a share for this purpose) shall be made in accordance with the provisions of these articles of incorporation and any Transfer made otherwise than in accordance with such provisions shall be void.

(b) For a period of two (2) years from 23rd May, 2002 (the «Closing Date») (the «Lock-Up Period») none of the Class B Shareholders and Class C Shareholders shall have the right to Transfer a class B share and/or a class C share or any interest or right arising from a class B share and/or a class C share other than:

(i) a Transfer in accordance with the provisions of articles 6.3. (Tag-Along Rights) and 6.4. (Drag-Along Rights);

(ii) a Transfer by a Class B Shareholder and/or a Class C Shareholder to any Class A Shareholder or any Affiliate of such Class A Shareholder, or;

(iii) a Transfer by a Class B Shareholder and/or a Class C Shareholder to any Affiliate of such Class B Shareholder and/or Class C Shareholder (an «Affiliate Transfer») provided always that if an Affiliate of a Class B Shareholder and/or a Class C Shareholder ceases to be an Affiliate, for whatever reason, such Class B Shareholder and/or Class C Shareholder shall procure that the Shares held by such former Affiliate are re-transferred to such Class B Shareholder and/or Class C Shareholder or another Affiliate of such Shareholder.

(c) Following the expiry of the Lock-Up Period, and subject to the provisions of articles 6.2 (Pre-Emption Right), 6.3 (Tag-Along Rights) and 6.4 (Drag-Along Rights), each of the shareholders shall be entitled to Transfer any interest or right arising from a share provided that the transferee is a Permitted Transferee.

(d) No Transfer of shares, howsoever arising, shall be registered unless:

(i) the Transferee of such shares adheres to an agreement among shareholders duly notified to the Corporation in accordance with the terms of such agreement and;

(ii) the Transferee of such shares purchases a number of Convertible Bonds proportional to the number of shares so purchased and assumes a proportional amount of the 0% Shareholders Loan.

(e) Each of the shareholders acknowledges that it may be required, as part of an IPO, to enter into an agreement not to Transfer or otherwise dispose of shares for a limited period following such IPO. Each of the shareholders, accordingly, undertakes to enter into such an agreement, if so required.

6.2. Pre-Emption Right

(a) Save for Affiliate Transfers, if at any time following the Lock-Up Period a shareholder proposes to Transfer Shares to one or more third parties (meaning other than to another shareholder or to Affiliates of such shareholder), then such shareholder (the «Selling Shareholder») shall give the Corporation written notice of the Selling Shareholder's intention to make the Transfer (the «Offer Notice»), which Offer Notice shall at least include:

- (i) a description of the shares to be transferred (the «Offered Shares»);
- (ii) the identity of the proposed transferee(s) (the «Transferee(s)»);
- (iii) the consideration (purchase price) and the material terms and conditions (including all the required representations and warranties, covenants, indemnification or other obligations and the proposed closing date of such sale) upon which the proposed Transfer is to be made.

The Offer Notice shall also include a copy of any written proposal, term sheet or letter of intent or other agreement relating to the proposed Transfer, including any annexes or attachments thereto.

The Offer Notice shall certify that the Selling Shareholder has received a credible offer from the Transferee(s) and in good faith believes a binding agreement for the Transfer is obtainable upon the terms set forth in the Offer Notice. The Corporation shall within three (3) Business Days of receipt of the Offer Notice (the «Offer Notice Date») send a copy of the Offer Notice to the Class A Shareholders (other than the Selling Shareholder holder of Class A Shares)(each a «Non-Selling Class A Shareholder») and to the Class B Shareholders and the Class C Shareholders (other than the Selling Shareholder holder of class B shares or class C shares) (those Class B Shareholders and Class C Shareholders receiving copy of the Offer Notice together with the Non-Selling Class A Shareholder, the «Non-Selling Shareholders»). Other than in respect of a Transfer which would result in a Change of Control (including, for the avoidance of doubt, as contemplated by article 6.4 (Drag Along Rights)) the service by the Corporation of the Offer Notice on the Non-Selling Class A Shareholders shall constitute an irrevocable offer to the Non-Selling Class A Shareholders to purchase the Offered Shares in accordance with the terms hereof.

(b) The Non-Selling Class A Shareholders shall have an option for a period of fifteen (15) Business Days from the date of the Offer Notice Date to elect to purchase the Offered Shares at the price set out in the Offer Notice and upon the same material terms and conditions as described in the Offer Notice.

For the avoidance of any doubt, only the Class A Shareholders may exercise pre-emption rights for the Offered Shares.

If such option is not exercised within fifteen (15) Business Days of the Offer Notice Date it shall lapse in respect only to that Non-Selling Class A Shareholder who chooses not to exercise such option.

(c) In the event that the consideration set forth in the Offer Notice is not entirely in cash and either it is not possible for the Non-Selling Class A Shareholders intending to exercise their pre-emption rights to offer the same consideration offered by the third party due to the nature of the consideration or the Non-Selling Class A Shareholders do not agree with the determination of such consideration, the Non-Selling Class A Shareholders will have the right to acquire the shares by paying a cash price calculated, in case of traded securities offered as consideration, on the basis of the average stock market prices of such securities in the six (6) months preceding the Offer Notice Date, or, in case of any other consideration in kind, calculated on the basis of the fair market value of such consideration to be calculated in accordance with price lists publicly available or otherwise finally determined by the auditors of the Corporation, whose decision shall be final and binding upon the parties save for manifest error, upon written request of the Non-Selling Class A Shareholders.

(d) If, by virtue of the application of the provisions of this article 6.2, acceptances are received from Non-Selling Class A Shareholders in respect of an aggregate number of shares which is in excess of the number of Offered Shares then the Offered Shares shall be allocated amongst the accepting Non-Selling Class A Shareholders in proportion to the number of their class A shares.

(e) The pre-emption rights can only be exercised for the totality of the Offered Shares.

(f) If a Non-Selling Class A Shareholder gives the Selling Shareholders notice that it desires to purchase Offered Shares then payment for the Offered Shares shall be made by cheque or wire transfer, against the registration in the register of shareholders of the Offered Shares to be purchased at a place agreed upon between the parties and at the time of the scheduled closing therefore, which shall be no later than fifteen (15) Business Days after the Offer Notice Date.

(g) If no pre-emption rights referred to above have been exercised by the Non-Selling Class A Shareholders or if the pre-emption rights exercised in accordance with this article 6.2. do not encompass all the Offered Shares as set out in article 6.2.(e), the Selling Shareholder may within forty-five (45) Business Days after the Offer Notice Date, sell in a single transaction the Offered Shares to the Transferee(s) whose name has been indicated in the Offer Notice or to any of its Affiliate(s) at a price which may at best be five per cent (5%) below the price set out in the Offer Notice and on terms no more favourable than those contained in the Offer Notice. If the Selling Shareholder wishes to Transfer the Offered Shares, as set out in the preceding sentence to a purchaser, other than the Transferee(s) indicated in the Offer Notice, a new Offer Notice shall be made to the shareholders pursuant to article 6.2.(a).

(h) The Selling Shareholder shall provide the board of directors with acceptable evidence that the Transfer of shares has been effected for all or part of the Offered Shares either to the Non-Selling Class A Shareholders pursuant to their pre-emption rights and/or to the Transferee(s) indicated in the Offer Notice and in compliance with the requirements of article 6.2.(a).

(i) The exercise or the non exercise of the rights of the Non-Selling Class A Shareholder under this article 6.2. to purchase shares from the Selling Shareholder shall not adversely affect their rights to make subsequent purchases from the Selling Shareholder.

6.3. Tag-Along Rights

(a) Upon receipt by the Non-Selling Shareholders of the Offer Notice, provided that the Offered Shares comprise, at the time of the Offer Notice, five per cent (5%) or more of the total then issued shares, the Non-Selling Shareholders may elect to participate in the contemplated Transfer by delivering written notice to the Selling Shareholder within ten (10) Business Days after receipt of the Offer Notice provided that it shall be a condition for any Participating Holder (as defined hereafter) that it agrees to provide, on a pro rata basis (whether directly or as determined in the reasonable discretion of the Selling Shareholders) all the required representations and warranties, covenants, indemnification or other obligations and to otherwise agree to other provisions in the agreement including the participation in deferred payments, vendor loans or similar provisions. If any such Non-Selling Shareholder has elected to participate in such sale (each a «Participating Holder»), each Participating Holder will be entitled to Transfer in the contemplated sale, at the same price and on the same terms and conditions as are applicable to the Selling Shareholder, a number of shares equal to the product of:

(i) the quotient determined by dividing the number of shares held by such Participating Holder on the date of such proposed Transfer by the total number of shares in issue on such date; and

(ii) the aggregate number of shares to be sold in the contemplated sale;

and the Selling Shareholder shall be entitled to Transfer in the contemplated sale the balance of the shares to be Transferred therein. The Selling Shareholder agrees to use its best efforts to obtain the agreement of the Transferee to the participation of the Participating Holder in the contemplated Transfer and agrees not to Transfer any shares to the prospective Transferee if such prospective Transferee declines to allow such participation.

(b) For the avoidance of doubt, a Non-Selling Class A Shareholder who elects to participate in the sale pursuant to article 6.3.(a) shall not be entitled to participate in the procedures relating to the pre-emption right set out in article 6.2. in respect of such sale.

(c) The Non-Selling Class A Shareholder shall not be entitled to participate in a sale pursuant to article 6.3(a) in the event that:

(i) the relevant Offer Notice has been delivered after a radical change in the investment case and business strategy of the Galbani business has occurred or has been resolved upon by the board of directors of the Corporation or any of its Affiliates; such radical change will include - inter alia - acquisitions of, or mergers with, fully unrelated businesses or dramatic changes of the market strategy of the business conducted by Galbani, but will not consist of add-on acquisitions in the same or closely related businesses; or

(ii) the Non-Selling Class A Shareholders have received a written notice from any Class B Shareholders requesting authorisation to sell all or part of their Class B Shares for grounded and serious liquidity needs of such Class B Shareholders and the Non-Selling Class A Shareholders, acting reasonably, have expressed their written consent to such sale.

6.4. Drag-Along Rights

(a) If at any time a Transfer or Transfers of shares by shareholders (the «Majority Sellers») to one or more third parties (meaning other than to another shareholder or to Affiliates of such shareholder), acting in concert for this purpose, would result in a Change of Control, such Majority Sellers shall have the right, subject to the provisions of this article 6.4., to require the remaining shareholders (the «Remaining Shareholders») to include in such sale the same pro rata percentage of the shares held by such Remaining Shareholder as the Majority Sellers propose to sell, by delivering a notice to the Remaining Shareholders («Drag-Along Notice»); provided that any Remaining Shareholder shall also have to provide, on a pro rata basis (whether directly or as determined in the reasonable discretion of the Majority Sellers) all the required representations and warranties, covenants, indemnification or other obligations (provided that such representations and warranties, covenants, indemnification or other obligations may not be considered or construed as a violation of any legal, statutory, contractual or other obligation binding on the Remaining Shareholders) and to otherwise agree to other provisions in the agreement including the participation in deferred payment or vendor loans or similar provisions.

(b) The Drag-Along Notice shall set forth:

(i) the date of such notice (the «Drag-Along Notice Date»);

(ii) the name and address of the third party or third parties acting in concert;

(iii) the proposed amount of consideration to be paid per share, and the terms and conditions of payment offered by the third party or third parties acting in concert in reasonable detail, together with written proposals or agreements, if any, with respect thereto;

(iv) the aggregate number of shares to be sold;

(v) the material terms and conditions (including all the required representations and warranties, covenants, indemnification or other obligations) upon which the proposed Transfer is to be made; and

(vi) the date of the Change of Control (the «Change of Control Date»), which shall be not less than thirty (30) nor more than one hundred eighty (180) calendar days after the Drag-Along Notice Date.

(c) Co-operation.

The shareholders shall cooperate in good faith with the Corporation in connection with consummating the Change of Control (including, without limitation, the voting of any shares held by the shareholders to approve such Change of Control). On the Change of Control Date, the shareholders shall deliver a document or documents evidencing such sale and a certificate or certificates for all of the shares to be sold by such shareholders to such third party or third parties acting in concert in the manner and at the address indicated in the Drag-Along Notice and the Corporation shall cause the shareholders' share of the purchase price to be paid to each shareholder as it may direct.

(d) The provisions of this article 6.4. shall only apply in the event that the «internal rate of return», compounded annually achieved on such Transfer, shall be equal to or more than fifteen per cent (15%).»

2. Consequent renumbering of articles 6 to 19 into 7 to 20 of the articles of incorporation of the Corporation.

3. Amendment of paragraphs 1 and 2 of article 10 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

«**Art. 10. Board of directors.** The Corporation will be managed by a board of directors composed of five members all representing Class A Shareholders. The members of the board of directors shall serve for a term of one (1) year. They shall be eligible for reappointment.

The Class A Shareholders shall solely be entitled to propose for election by the shareholders all the members of the board of directors.»

4. Amendment of article 11 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

«**Art. 11. Procedures of meeting of the board.** The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Board meetings shall be held at least twice a year and at not more than six months' interval. Board meetings may be convened by any two (2) directors, with the person(s) convening the meeting setting the agenda. Five (5) calendar days written notice shall be given to each of the directors of all board meetings (save in case of urgency where a 24 hours prior notice, which shall duly set out the reason for the urgency, shall suffice).

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telefax, telegram or electronic mail to the other directors an other director as his proxy. He may also attend the meetings by the telephone, video conference teleconference or other means of communication.

The quorum at a board meeting shall be the majority of the members of the board. If a quorum is not obtained within two (2) hours of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by the Chairman of the board.

Unless otherwise provided for by the present articles all business arising at any meeting of the board of directors shall be determined by a resolution passed by simple majority of the directors present or represented.

Any director having a conflict due to a personal interest in a transaction submitted for approval to the board of directors conflicting with that of the Corporation (it being understood that the mere fact that the director serves as a director of a shareholder or of an Affiliate of a shareholder shall not constitute a conflict of interests) must inform the board of directors of any conflict and may not take part in the vote but will be counted in the quorum, and shall cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the business of the meeting (but shall be counted in the quorum). At the next following general meeting, before any other resolution be voted on, a special report shall be made to the shareholders on any transactions in which any of the directors may have a personal interest conflicting with that of the Corporation.»

5. Amendment of the articles of incorporation of the Corporation by adding a new article 21 worded as follows:

«**Art. 21.** For the purpose of these articles of incorporation:

«0% Shareholders Loan» means the shareholder loans dated April 17, 2002 and March 15, 2002 between the Corporation as borrower and the BC Investors as lenders;

«Affiliate» means (A) with respect to any Person, (i) any Person which directly, or indirectly through one or more intermediaries, Controls, or is Controlled by, or is under common Control with, such other Person, or (ii) any Person who is a director or executive officer (a) of such Person, or (b) of any Person described in paragraph (i) above; (B) with respect to an individual: (i) the husband, wife, mother, father, grandmother, grandfather, brother, sister, child (including adopted child) or other lineal descendant of the relevant Person; (ii) the trustees of any settlement (whether or not set up by the relevant Person) under which the relevant Person and/or other Affiliate of the relevant Person is capable of being a beneficiary and (C) in the case of the BC Investors, without prejudice to the generality of the foregoing: (i) any fund, entity or investor for which CIE MANAGEMENT is the general partner or acts in the capacity of a fiduciary or a trustee or holds a power of attorney and (ii) an investor in any of the BC Investors or the Persons described in paragraph (C)(i) above;

«BC Investors» means (i) BC European Capital VII Top-up 1 to 6 and (ii) BC European Capital VII 1 to 12 and 14 to 17;

«Business Day» means a day on which banks are open for business in Luxembourg and Milan;

«CIE MANAGEMENT» means CIE MANAGEMENT II LTD, a company registered in Guernsey, Channel Islands, United Kingdom, the registered office of which is at Barfield House, St. Julian's Avenue, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands, United Kingdom;

«Change of Control» means, in respect of the Corporation, the obtaining of Control of the Corporation through sale of shares or assets, contributions in kind, spin-off, mergers, demergers or any other measure or transaction having as result the obtaining, directly or indirectly, of Control by any Person who did not previously have Control of the Corporation;

«Class A Shareholders» means the holders of class A shares from time to time;

«Class B Shareholders» means the holders of class B shares from time to time;

«Class C Shareholders» means the holders of class C shares from time to time;

«Control» means in relation to any Person: (i) the holding and/or possession, whether directly or indirectly, of the beneficial interest in and/or the ability to exercise voting rights applicable to shares or other securities which confer, in aggregate, on the holder, more than 50% of the total voting rights conferred by all the issued shares in the capital of that Person which are at such time exercisable at a general meeting of that Person and/or (ii) the power (whether directly or indirectly and whether by the ownership of share capital, the possession of voting power, contract or otherwise), to appoint and/or remove all the members of the board of directors or other governing body of a Person or such of them as are able to cast a majority of the votes capable of being cast by the members of that board or by the; Provided always that in the case of the Corporation «Control» means the holding and/or possession, whether directly or indirectly, of the beneficial interest in and/or the ability to exercise voting rights of the shares which confer, in aggregate, to the holder of more than 50% of the total voting rights conferred by all the class A shares, the class B shares and the class C shares which are at such time exercisable at a general meeting of the Corporation;

«Convertible Bonds» means the Tranche A Bonds, Tranche B Bonds and Tranche C Bonds;

«GALBANI» means S.p.A. EGIDIO GALBANI, an Italian company, engaged in the production, sale and distribution of cheese, other milk derivatives and cured meat, with registered office in Melzo, Milano (Italy), Via Togliatti 8, 20066;

«IPO» means the first public offering of equity securities, whether direct or indirect of GALBANI and/or G.H. 2 S.p.A. and/or G.H. S.p.A. and/or MARVEL II S.A. and/or the Corporation on any recognised stock exchange;

«Permitted Transferee» means a Person accepted by a resolution of the board of directors, acting reasonably not to be engaged, affiliated or otherwise connected with a Person engaged, directly or indirectly, in a business competitive with the business of GALBANI;

«Person» means any individual, corporation, limited liability company or entity, general or limited partnership, joint venture, association, joint stock company, trust, unincorporated business or organisation, governmental authority or other entity or legal person, whether acting in any individual, fiduciary or other capacity;

«Transfer» means with respect to any share, directly or indirectly, with or without consideration, to sell, assign, contribute, merge, demerge, transfer or otherwise dispose of, place or permit any encumbrance or other restriction upon, or grant any right (voting or otherwise) or interest in, any of such shares whether voluntarily, involuntarily, by operation of law or otherwise.

Any term not defined in these articles may be defined by shareholders resolution.»

After the foregoing has been approved the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting unanimously resolved to amend the articles of incorporation of the Corporation by adding a new article 6 worded as follows:

«Art. 6. Share transfers.

6.1. General; Lock-up; Adherence

(a) Each shareholder shall ensure that any Transfer by it or any of its Affiliates of a share or any interest or right arising from a share (an option, warrant or other right to acquire any share (whether by subscription, conversion or otherwise) being deemed to be an interest in a share for this purpose) shall be made in accordance with the provisions of these articles of incorporation and any Transfer made otherwise than in accordance with such provisions shall be void.

(b) For a period of two (2) years from 23rd May, 2002 (the «Closing Date») (the «Lock-Up Period») none of the Class B Shareholders and Class C Shareholders shall have the right to Transfer a class B share and/or a class C share or any interest or right arising from a class B share and/or a class C share other than:

(i) a Transfer in accordance with the provisions of articles 6.3. (Tag-Along Rights) and 6.4. (Drag-Along Rights);

(ii) a Transfer by a Class B Shareholder and/or a Class C Shareholder to any Class A Shareholder or any Affiliate of such Class A Shareholder, or;

(iii) a Transfer by a Class B Shareholder and/or a Class C Shareholder to any Affiliate of such Class B Shareholder and/or Class C Shareholder (an «Affiliate Transfer») provided always that if an Affiliate of a Class B Shareholder and/or a Class C Shareholder ceases to be an Affiliate, for whatever reason, such Class B Shareholder and/or Class C Shareholder shall procure that the Shares held by such former Affiliate are re-transferred to such Class B Shareholder and/or Class C Shareholder or another Affiliate of such Shareholder.

(c) Following the expiry of the Lock-Up Period, and subject to the provisions of articles 6.2 (Pre-Emption Right), 6.3 (Tag-Along Rights) and 6.4 (Drag-Along Rights), each of the shareholders shall be entitled to Transfer any interest or right arising from a share provided that the transferee is a Permitted Transferee.

(d) No Transfer of shares, howsoever arising, shall be registered unless:

(i) the Transferee of such shares adheres to an agreement among shareholders duly notified to the Corporation in accordance with the terms of such agreement and;

(ii) the Transferee of such shares purchases a number of Convertible Bonds proportional to the number of shares so purchased and assumes a proportional amount of the 0% Shareholders Loan.

(e) Each of the shareholders acknowledges that it may be required, as part of an IPO, to enter into an agreement not to Transfer or otherwise dispose of shares for a limited period following such IPO. Each of the shareholders, accordingly, undertakes to enter into such an agreement, if so required.

6.2. Pre-Emption Right

(a) Save for Affiliate Transfers, if at any time following the Lock-Up Period a shareholder proposes to Transfer Shares to one or more third parties (meaning other than to another shareholder or to Affiliates of such shareholder), then such shareholder (the «Selling Shareholder») shall give the Corporation written notice of the Selling Shareholder's intention to make the Transfer (the «Offer Notice»), which Offer Notice shall at least include:

(i) a description of the shares to be transferred (the «Offered Shares»);

(ii) the identity of the proposed transferee(s) (the «Transferee(s)»);

(iii) the consideration (purchase price) and the material terms and conditions (including all the required representations and warranties, covenants, indemnification or other obligations and the proposed closing date of such sale) upon which the proposed Transfer is to be made.

The Offer Notice shall also include a copy of any written proposal, term sheet or letter of intent or other agreement relating to the proposed Transfer, including any annexes or attachments thereto.

The Offer Notice shall certify that the Selling Shareholder has received a credible offer from the Transferee(s) and in good faith believes a binding agreement for the Transfer is obtainable upon the terms set forth in the Offer Notice. The Corporation shall within three (3) Business Days of receipt of the Offer Notice (the «Offer Notice Date») send a copy of the Offer Notice to the Class A Shareholders (other than the Selling Shareholder holder of Class A Shares)(each a «Non-Selling Class A Shareholder») and to the Class B Shareholders and the Class C Shareholders (other than the Selling Shareholder holder of class B shares or class C shares) (those Class B Shareholders and Class C Shareholders receiving copy of the Offer Notice together with the Non-Selling Class A Shareholder, the «Non-Selling Shareholders»). Other than in respect of a Transfer which would result in a Change of Control (including, for the avoidance of doubt, as contemplated by article 6.4 (Drag Along Rights)) the service by the Corporation of the Offer Notice on the Non-Selling Class A Shareholders shall constitute an irrevocable offer to the Non-Selling Class A Shareholders to purchase the Offered Shares in accordance with the terms hereof.

(b) The Non-Selling Class A Shareholders shall have an option for a period of fifteen (15) Business Days from the date of the Offer Notice Date to elect to purchase the Offered Shares at the price set out in the Offer Notice and upon the same material terms and conditions as described in the Offer Notice.

For the avoidance of any doubt, only the Class A Shareholders may exercise pre-emption rights for the Offered Shares.

If such option is not exercised within fifteen (15) Business Days of the Offer Notice Date it shall lapse in respect only to that Non-Selling Class A Shareholder who chooses not to exercise such option.

(c) In the event that the consideration set forth in the Offer Notice is not entirely in cash and either it is not possible for the Non-Selling Class A Shareholders intending to exercise their pre-emption rights to offer the same consideration offered by the third party due to the nature of the consideration or the Non-Selling Class A Shareholders do not agree with the determination of such consideration, the Non-Selling Class A Shareholders will have the right to acquire the shares by paying a cash price calculated, in case of traded securities offered as consideration, on the basis of the average stock market prices of such securities in the six (6) months preceding the Offer Notice Date, or, in case of any other consideration in kind, calculated on the basis of the fair market value of such consideration to be calculated in accordance with price lists publicly available or otherwise finally determined by the auditors of the Corporation, whose decision shall be final and binding upon the parties save for manifest error, upon written request of the Non-Selling Class A Shareholders.

(d) If, by virtue of the application of the provisions of this article 6.2, acceptances are received from Non-Selling Class A Shareholders in respect of an aggregate number of shares which is in excess of the number of Offered Shares then the Offered Shares shall be allocated amongst the accepting Non-Selling Class A Shareholders in proportion to the number of their class A shares.

(e) The pre-emption rights can only be exercised for the totality of the Offered Shares.

(f) If a Non-Selling Class A Shareholder gives the Selling Shareholders notice that it desires to purchase Offered Shares then payment for the Offered Shares shall be made by cheque or wire transfer, against the registration in the register of shareholders of the Offered Shares to be purchased at a place agreed upon between the parties and at the time of the scheduled closing therefore, which shall be no later than fifteen (15) Business Days after the Offer Notice Date.

(g) If no pre-emption rights referred to above have been exercised by the Non-Selling Class A Shareholders or if the pre-emption rights exercised in accordance with this article 6.2. do not encompass all the Offered Shares as set out in article 6.2.(e), the Selling Shareholder may within forty-five (45) Business Days after the Offer Notice Date, sell in a single transaction the Offered Shares to the Transferee(s) whose name has been indicated in the Offer Notice or to any of its Affiliate(s) at a price which may at best be five per cent (5%) below the price set out in the Offer Notice and on terms no more favourable than those contained in the Offer Notice. If the Selling Shareholder wishes to Transfer the Offered Shares, as set out in the preceding sentence to a purchaser, other than the Transferee(s) indicated in the Offer Notice, a new Offer Notice shall be made to the shareholders pursuant to article 6.2.(a).

(h) The Selling Shareholder shall provide the board of directors with acceptable evidence that the Transfer of shares has been effected for all or part of the Offered Shares either to the Non-Selling Class A Shareholders pursuant to their pre-emption rights and/or to the Transferee(s) indicated in the Offer Notice and in compliance with the requirements of article 6.2.(a).

(i) The exercise or the non exercise of the rights of the Non-Selling Class A Shareholder under this article 6.2. to purchase shares from the Selling Shareholder shall not adversely affect their rights to make subsequent purchases from the Selling Shareholder.

6.3. Tag-Along Rights

(a) Upon receipt by the Non-Selling Shareholders of the Offer Notice, provided that the Offered Shares comprise, at the time of the Offer Notice, five per cent (5%) or more of the total then issued shares, the Non-Selling Shareholders may elect to participate in the contemplated Transfer by delivering written notice to the Selling Shareholder within ten (10) Business Days after receipt of the Offer Notice provided that it shall be a condition for any Participating Holder (as defined hereafter) that it agrees to provide, on a pro rata basis (whether directly or as determined in the reasonable discretion of the Selling Shareholders) all the required representations and warranties, covenants, indemnification or

other obligations and to otherwise agree to other provisions in the agreement including the participation in deferred payments, vendor loans or similar provisions. If any such Non-Selling Shareholder has elected to participate in such sale (each a «Participating Holder»), each Participating Holder will be entitled to Transfer in the contemplated sale, at the same price and on the same terms and conditions as are applicable to the Selling Shareholder, a number of shares equal to the product of:

(i) the quotient determined by dividing the number of shares held by such Participating Holder on the date of such proposed Transfer by the total number of shares in issue on such date; and

(ii) the aggregate number of shares to be sold in the contemplated sale;

and the Selling Shareholder shall be entitled to Transfer in the contemplated sale the balance of the shares to be Transferred therein. The Selling Shareholder agrees to use its best efforts to obtain the agreement of the Transferee to the participation of the Participating Holder in the contemplated Transfer and agrees not to Transfer any shares to the prospective Transferee if such prospective Transferee declines to allow such participation.

(b) For the avoidance of doubt, a Non-Selling Class A Shareholder who elects to participate in the sale pursuant to article 6.3.(a) shall not be entitled to participate in the procedures relating to the pre-emption right set out in article 6.2. in respect of such sale.

(c) The Non-Selling Class A Shareholder shall not be entitled to participate in a sale pursuant to article 6.3 (a) in the event that

(i) the relevant Offer Notice has been delivered after a radical change in the investment case and business strategy of the Galbani business has occurred or has been resolved upon by the board of directors of the Corporation or any of its Affiliates; such radical change will include - inter alia - acquisitions of, or mergers with, fully unrelated businesses or dramatic changes of the market strategy of the business conducted by Galbani, but will not consist of add-on acquisitions in the same or closely related businesses; or

(ii) the Non-Selling Class A Shareholders have received a written notice from any Class B Shareholders requesting authorisation to sell all or part of their class B shares for grounded and serious liquidity needs and the Non-Selling Class A Shareholders, acting reasonably, have expressed their written consent to such sale.

6.4. Drag-Along Rights

(a) If at any time a Transfer or Transfers of shares by shareholders (the «Majority Sellers») to one or more third parties (meaning other than to another shareholder or to Affiliates of such shareholder), acting in concert for this purpose, would result in a Change of Control, such Majority Sellers shall have the right, subject to the provisions of this article 6.4., to require the remaining shareholders (the «Remaining Shareholders») to include in such sale the same pro rata percentage of the shares held by such Remaining Shareholder as the Majority Sellers propose to sell, by delivering a notice to the Remaining Shareholders («Drag-Along Notice»); provided that any Remaining Shareholder shall also have to provide, on a pro rata basis (whether directly or as determined in the reasonable discretion of the Majority Sellers) all the required representations and warranties, covenants, indemnification or other obligations (provided that such representations and warranties, covenants, indemnification or other obligations may not be considered or construed as a violation of any legal, statutory, contractual or other obligation binding on the Remaining Shareholders) and to otherwise agree to other provisions in the agreement including the participation in deferred payment or vendor loans or similar provisions.

(b) The Drag-Along Notice shall set forth:

(i) the date of such notice (the «Drag-Along Notice Date»);

(ii) the name and address of the third party or third parties acting in concert;

(iii) the proposed amount of consideration to be paid per share, and the terms and conditions of payment offered by the third party or third parties acting in concert in reasonable detail, together with written proposals or agreements, if any, with respect thereto;

(iv) the aggregate number of shares to be sold;

(v) the material terms and conditions (including all the required representations and warranties, covenants, indemnification or other obligations) upon which the proposed Transfer is to be made; and

(vi) the date of the Change of Control (the «Change of Control Date»), which shall be not less than thirty (30) nor more than one hundred eighty (180) calendar days after the Drag-Along Notice Date.

(c) Co-operation.

The shareholders shall cooperate in good faith with the Corporation in connection with consummating the Change of Control (including, without limitation, the voting of any shares held by the shareholders to approve such Change of Control). On the Change of Control Date, the shareholders shall deliver a document or documents evidencing such sale and a certificate or certificates for all of the shares to be sold by such shareholders to such third party or third parties acting in concert in the manner and at the address indicated in the Drag-Along Notice and the Corporation shall cause the shareholders' share of the purchase price to be paid to each shareholder as it may direct.

(d) The provisions of this article 6.4. shall only apply in the event that the «internal rate of return», compounded annually achieved on such Transfer, shall be equal to or more than fifteen per cent (15%).»

Second resolution

As a result of the foregoing, the meeting unanimously resolved to renumber articles 6 to 19 into 7 to 20 of the articles of incorporation of the Corporation.

Third resolution

The meeting unanimously resolved to amend the first two paragraphs of article 10 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

«**Art. 10. Board of directors.** The Corporation will be managed by a board of directors composed of five members all representing Class A Shareholders. The members of the board of directors shall serve for a term of one (1) year. They shall be eligible for reappointment.

The Class A Shareholders shall solely be entitled to propose for election by the shareholders all the members of the board of directors.»

Fourth resolution

The meeting unanimously resolved to amend article 11 of the articles of incorporation of the Corporation so as to read as follows:

«**Art. 11. Procedures of meeting of the board.** The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Board meetings shall be held at least twice a year and at not more than six months' interval. Board meetings may be convened by any two (2) directors, with the person(s) convening the meeting setting the agenda. Five (5) calendar days written notice shall be given to each of the directors of all board meetings (save in case of urgency where a 24 hours prior notice, which shall duly set out the reason for the urgency, shall suffice).

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telefax, telegram or electronic mail to the other directors an other director as his proxy. He may also attend the meetings by the telephone, video conference teleconference or other means of communication.

The quorum at a board meeting shall be the majority of the members of the board. If a quorum is not obtained within two (2) hours of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by the Chairman of the board.

Unless otherwise provided for by the present articles all business arising at any meeting of the board of directors shall be determined by a resolution passed by simple majority of the directors present or represented.

Any director having a conflict due to a personal interest in a transaction submitted for approval to the board of directors conflicting with that of the Corporation (it being understood that the mere fact that the director serves as a director of a shareholder or of an Affiliate of a shareholder shall not constitute a conflict of interests) must inform the board of directors of any conflict and may not take part in the vote but will be counted in the quorum, and shall cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the business of the meeting (but shall be counted in the quorum). At the next following general meeting, before any other resolution be voted on, a special report shall be made to the shareholders on any transactions in which any of the directors may have a personal interest conflicting with that of the Corporation.»

Fifth resolution

The meeting unanimously resolved to amend the articles of incorporation of the Corporation by adding a new article 21 worded as follows:

«**Art. 21.** For the purpose of these articles of incorporation:

«0% Shareholders Loan» means the shareholder loans dated April 17, 2002 and March 15, 2002 between the Corporation as borrower and the BC Investors as lenders;

«Affiliate» means (A) with respect to any Person, (i) any Person which directly, or indirectly through one or more intermediaries, Controls, or is Controlled by, or is under common Control with, such other Person, or (ii) any Person who is a director or executive officer (a) of such Person, or (b) of any Person described in paragraph (i) above; (B) with respect to an individual: (i) the husband, wife, mother, father, grandmother, grandfather, brother, sister, child (including adopted child) or other lineal descendant of the relevant Person; (ii) the trustees of any settlement (whether or not set up by the relevant Person) under which the relevant Person and/or other Affiliate of the relevant Person is capable of being a beneficiary and (C) in the case of the BC Investors, without prejudice to the generality of the foregoing: (i) any fund, entity or investor for which CIE MANAGEMENT is the general partner or acts in the capacity of a fiduciary or a trustee or holds a power of attorney and (ii) an investor in any of the BC Investors or the Persons described in paragraph (C)(i) above;

«BC Investors» means (i) BC European Capital VII Top-up 1 to 6 and (ii) BC European Capital VII 1 to 12 and 14 to 17;

«Business Day» means a day on which banks are open for business in Luxembourg and Milan;

«CIE MANAGEMENT» means CIE MANAGEMENT II LTD, a company registered in Guernsey, Channel Islands, United Kingdom, the registered office of which is at Barfield House, St. Julian's Avenue, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands, United Kingdom;

«Change of Control» means, in respect of the Corporation, the obtaining of Control of the Corporation through sale of shares or assets, contributions in kind, spin-off, mergers, demergers or any other measure or transaction having as result the obtaining, directly or indirectly, of Control by any Person who did not previously have Control of the Corporation;

«Class A Shareholders» means the holders of class A shares from time to time;

«Class B Shareholders» means the holders of class B shares from time to time;

«Class C Shareholders» means the holders of class C shares from time to time;

«Control» means in relation to any Person: (i) the holding and/or possession, whether directly or indirectly, of the beneficial interest in and/or the ability to exercise voting rights applicable to shares or other securities which confer, in aggregate, on the holder, more than 50% of the total voting rights conferred by all the issued shares in the capital of that Person which are at such time exercisable at a general meeting of that Person and/or (ii) the power (whether directly or indirectly and whether by the ownership of share capital, the possession of voting power, contract or otherwise), to appoint and/or remove all the members of the board of directors or other governing body of a Person or such of them as are able to cast a majority of the votes capable of being cast by the members of that board or by the; Provided always that in the case of the Corporation «Control» means the holding and/or possession, whether directly or indirectly, of the beneficial interest in and/or the ability to exercise voting rights of the shares which confer, in aggregate, to the holder of more than 50% of the total voting rights conferred by all the class A shares, the class B shares and the class C shares which are at such time exercisable at a general meeting of the Corporation;

«Convertible Bonds» means the Tranche A Bonds, Tranche B Bonds and Tranche C Bonds;

«GALBANI» means S.p.A. EGIDIO GALBANI, an Italian company, engaged in the production, sale and distribution of cheese, other milk derivatives and cured meat, with registered office in Melzo, Milano (Italy), Via Togliatti 8, 20066;

«IPO» means the first public offering of equity securities, whether direct or indirect of GALBANI and/or G.H. 2 S.p.A. and/or G.H. S.p.A. and/or MARVEL II S.A. and/or the Corporation on any recognised stock exchange;

«Permitted Transferee» means a Person accepted by a resolution of the board of directors, acting reasonably not to be engaged, affiliated or otherwise connected with a Person engaged, directly or indirectly, in a business competitive with the business of GALBANI;

«Person» means any individual, corporation, limited liability company or entity, general or limited partnership, joint venture, association, joint stock company, trust, unincorporated business or organisation, governmental authority or other entity or legal person, whether acting in any individual, fiduciary or other capacity;

«Transfer» means with respect to any share, directly or indirectly, with or without consideration, to sell, assign, contribute, merge, demerge, transfer or otherwise dispose of, place or permit any encumbrance or other restriction upon, or grant any right (voting or otherwise) or interest in, any of such shares whether voluntarily, involuntarily, by operation of law or otherwise.

Any term not defined in these articles may be defined by shareholders resolution.»

There being no further business on the agenda the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the parties hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same parties, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall be prevailing.

Suit la traduction française du procès-verbal qui précède:

L'an deux mille deux, le vingt-trois mai.

Par-devant Nous, Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MARVEL S.A. (ci après la «Société»), ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, R.C. Luxembourg numéro B 84.650. Constituée suivant acte reçu par M^e Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 novembre 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et associations («Mémorial») n° 445 en date du 22 mars 2002. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 17 avril 2002 suivant acte reçu par M^e Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, non encore publié au Mémorial.

L'assemblée est présidée par Manuel Frias, administrateur, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire M^e Patrick Santer, Maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur M^e Katia Panichi, Maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant.

La liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Il résulte de la liste de présence que l'entière du capital social est représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires déclarent qu'ils ont été informés de manière satisfaisante du contenu de l'ordre du jour de sorte que cette assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour déterminés ci-après:

Ordre du jour:

1. Modification des statuts de la Société en ajoutant un nouvel article 6 ayant la teneur suivante:

«Art. 6. Transferts d'actions.

6.1. Généralités; Immobilisation; Adhérence

(a) Tout actionnaire devra assurer que toute Cession par lui ou par chacun de ses Affiliés d'une action ou d'un intérêt ou d'un droit issu d'une action (une option, un warrant ou autres droits portant sur l'acquisition d'une action (par souscription, conversion ou autrement) étant considéré comme étant un intérêt sur une action à cet effet) devra être faite conformément aux présents statuts et toute Cession faite autrement que conformément à de telles dispositions sera nulle.

(b) pour une période de deux (2) ans à partir du 23 mai 2002 (la «Date de Clôture») (la «Période d'Immobilisation») aucun des Actionnaires de la Classe B et des Actionnaires de la Classe C n'aura le droit de Céder une action de la classe

A et/ou une action de la classe C ou tout intérêt ou droit issu d'une action de la classe A et/ou une action de la classe C, sauf:

- (i) un Transfert conformément aux dispositions de l'article 6.3 (Tag-Along Rights) et 6.4 (Drag-Along Rights);
 - (ii) un Transfert par un Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C à tout Actionnaire de la Classe A ou un Affilié d'un tel Actionnaire de la Classe A, ou;
 - (iii) un Transfert par un Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C à un Affilié d'un Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C (une «Cession-Affilié») toujours à condition que si un Affilié d'un Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C cesse d'être un Affilié, pour une raison quelconque un tel Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C devra faire en sorte que les actions détenues par celui qui était un ancien Affilié soient rétrocédées à un tel Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C ou un autre Affilié d'un tel Actionnaire.
- (c) Après l'expiration de la Période d'Immobilisation et sous réserve des dispositions des articles 6.2 (Droit de Prémption), 6.3 (Tag-Along Rights) et 6.4 (Drag-Along Rights) chaque actionnaire aura le droit de Céder tout intérêt ou droit concernant une action à condition que le cessionnaire soit un Cessionnaire Autorisé.
- (d) aucune Cession d'actions, survenant néanmoins, ne sera inscrite au registre à moins que:
- (i) le Cessionnaire de ces actions adhère à un pacte entre actionnaires valablement notifié à la Société conformément aux conditions énoncées par un tel pacte;
 - (ii) le Cessionnaire de ces actions achètera un nombre d'Obligations Convertibles proportionnel au nombre d'actions ainsi acquis et assume un montant proportionnel du 0% Prêt d'Actionnaires;
- (e) chacun des Actionnaires reconnaît qu'il pourrait être requis comme partie à une Offre Publique Initiale (Initial Public Offer), pour entrer dans une convention de ne pas transférer ou disposer autrement des actions pour une période limitée suivant une telle Offre Publique Initiale (Initial Public Offer). Chacun des actionnaires, par conséquent, s'engage à conclure une telle convention si elle est requise.

6.2. Droit de Prémption

(a) A l'exception des Cessions-Affilié, si à un moment quelconque suivant la Période d'Immobilisation un actionnaire propose de Céder des actions à un ou plusieurs tiers (étant entendu autre cas à un autre actionnaire ou Affilié d'un tel actionnaire), alors cet actionnaire («l'Actionnaire Vendeur») devra informer par écrit la Société de l'intention de l'Actionnaire Vendeur d'effectuer cette Cession («l'Avis d'Offre»), tel Avis d'Offre devra au moins contenir:

- (i) une description des actions à être cédées (les «Actions Offertes»);
- (ii) l'identité du ou des cessionnaires proposés (le/les «Cessionnaires»);
- (iii) la contre valeur (prix d'achat) et les clauses et conditions essentielles (y incluses toutes les déclarations et garanties, conventions et indemnités ou autres obligations requises et la date de clôture proposée pour cette cession) sur base desquelles la Cession projetée devra être faite.

L'Avis d'Offre devra également inclure une copie de toute proposition écrite, l'échéancier (term sheet) ou lettre d'intention ou toute autre convention en relation avec la Cession projetée y incluses toutes annexes et pièces jointes.

L'Avis d'Offre devra certifier que l'Actionnaire Vendeur a reçu une offre crédible du/des Cessionnaire(s) et qu'il(s) croit/croient de bonne foi qu'une convention contraignante en vue de la Cession peut être obtenue aux conditions contenues dans l'Avis d'Offre. La Société devra endéans trois (3) Jours Ouvrables à partir de la réception de l'Avis d'Offre (la «Date de l'Avis d'Offre») envoyer une copie de l'Avis d'Offre aux Actionnaires de la Classe A (autre que les Actionnaires Vendeurs détenteurs de la Classe A) (chacun un «Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A»), aux Actionnaires de la Classe B et aux Actionnaires de la Classe C (autre que le l'Actionnaire Vendeur détenteur d'actions de la classe B ou d'actions de la classe C) (ces Actionnaires de la Classe B et les Actionnaires de la Classe C recevant une copie de l'Avis d'Offre ensemble avec les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A, les «Actionnaires Non-Vendeurs»). Autrement qu'au regard d'une Cession qui résulterait d'un Changement de Contrôle (y compris, afin d'éviter le moindre doute, tel qu'envisagé à l'article 6.4 (Drag-Along Rights)) la notification de l'Avis d'Offre par la Société aux Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A constituera une offre irrévocable faite aux Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A pour acheter les Actions Offertes conformément aux présentes clauses.

(b) Les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A auront le choix pendant une période des quinze (15) Jours Ouvrables à partir de la Date de l'Avis d'Offre pour acheter les Actions Offertes au prix énoncé dans l'Avis d'Offre et conformément aux mêmes clauses et conditions essentielles telles que décrites dans l'Avis d'Offre.

Afin d'éviter tout doute, seuls les Actionnaires de la Classe A peuvent exercer des droits de prémption pour les Actions Offertes.

Si une telle option n'est pas exercée endéans quinze (15) Jours Ouvrables suivant la Date de l'Avis d'Offre, elle sera prescrite uniquement pour l'Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A qui décide de ne pas exercer une telle option.

(c) Au cas où à la contrepartie indiquée dans l'Avis d'Offre n'est pas entièrement en espèces et que soit il n'est pas possible aux Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A qui entendent exercer leur droit de prémption d'offrir la même contrepartie que celle offerte par la tierce partie en raison de la nature de la contrepartie soit que les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A ne sont pas d'accord avec la détermination de cette contrepartie, les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A auront le droit d'acquérir les actions en payant un prix en espèces calculé, au cas où la contrepartie consiste en des actions cotées, sur base des prix de bourse moyens de ces actions au cours des six (6) mois précédant la date de l'Avis d'Offre, ou, en cas de toute autre contribution en nature, calculé sur base du prix de marché convenable de cette contrepartie qui sera calculé conformément à des listes de prix publiquement disponibles ou autrement déterminé finalement par les réviseurs de la Société, leur décision étant finale et engageant les parties sauf en cas d'erreur manifeste, à la requête écrite des Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A.

(d) Si, par application des dispositions de cet article 6.2, les acceptations sont reçues des Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A pour un nombre égal d'actions excédant le nombre d'Actions Offertes, alors les Actions Offertes seront

réparties entre les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A proportionnellement au nombre de leurs actions de la classe A.

(e) Les droits de préemption ne peuvent être exercés que pour la totalité des Actions Offertes.

(f) Si un Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A donne un avis aux Actionnaires-Vendeurs qu'il désire acheter des Actions Offertes, alors le paiement pour les Actions Offertes sera fait par chèque ou par virement, en contrepartie de l'inscription au registre des actionnaires des Actions Offertes qui ont été achetées, en un lieu convenu entre parties et au moment de la clôture prévue à cet effet, qui aura lieu au plus tard quinze (15) Jours Ouvrables après la Date de l'Avis d'Offre.

(g) Si aucun des droits de préemption indiqués plus haut n'ont été exercés par les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A ou si les droits de préemption exercés conformément à cet article 6.2 n'englobent pas toutes les Actions Offertes comme prévu à l'article 6.2.(e), les Actionnaires-Vendeurs pourront endéans quarante-cinq (45) Jours Ouvrables à compter de la Date de l'Avis d'Offre, vendre en une seule transaction les Actions Offertes, au(x) Cessionnaire(s) dont le nom a été indiqué dans l'Avis d'Offre ou à son/ses Affilié(s), à un prix qui ne devra pas être au mieux cinq pour cent (5%) en dessous du prix contenu dans l'Avis d'Offre et à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles contenues dans l'Avis d'Offre. Si, l'Actionnaire Vendeur désire céder les Actions Offertes, tel que prévu dans la phase précédente, à un acheteur, autre que le/les Cessionnaire(s) indiqué(s) dans l'Avis d'Offre, un nouvel Avis d'Offre devra être présenté aux actionnaires conformément à l'article 6.2 (a).

(h) L'Actionnaire Vendeur doit présenter au conseil d'administration des preuves acceptables que la Cession d'actions a été effectué pour toute ou partie des Actions Offertes soit aux Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A conformément à leurs droit de préemption et/ou au(x) Cessionnaire(s) indiqué(s) dans l'Avis d'Offre et conformément aux exigences de l'article 6.2 (a).

(i) L'exercice ou le non-exercice des droits de l'Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A en application du présent article 6.2 d'acheter des actions de l'Actionnaire Vendeur n'affectera pas négativement leur droit de procéder à des achats subséquents de l'Actionnaire Vendeur.

6.3. Tag-Along Rights

(a) A condition que les Actions Offertes comprennent cinq pour cent (5%) ou plus du nombre total d'actions alors en émission, à partir de la réception de l'Avis d'Offre par les Actionnaires Non Vendeurs, les Actionnaires Non Vendeurs pourront choisir de participer dans la Cession projetée en délivrant un avis écrit à l'Actionnaire Vendeur dans les dix (10) Jours Ouvrables suivant réception de l'Avis d'Offre à condition que tout Actionnaire Participant (tel que défini ci-dessous) soit d'accord à fournir, sur une base proportionnelle (ou bien directement ou bien tel que déterminé d'après l'appréciation raisonnable des Actionnaires Vendeurs), toutes les déclarations et garanties, conventions, indemnités, ou autres obligations, et à accepter d'une façon ou d'une autre les autres dispositions de la convention, y inclus la participation dans des paiements différés, prêts de vendeur ou des dispositions similaires. Si un tel Actionnaire Non Vendeur a choisi de participer dans cette vente (chacun «un Actionnaire Participant»), tout Actionnaire Participant aura le droit de Céder dans le cadre de la vente projetée, au même prix et selon les mêmes termes et conditions que celles applicables à l'Actionnaire Vendeur, un nombre d'actions égale au produit:

(i) du quotient résultant de la division du nombre d'actions détenues par cet Actionnaire Participant à la date de la Cession projetée par le nombre total des actions émises à cette date; et

(ii) le nombre total d'actions destinées à être vendues lors de la vente projetée;

et l'Actionnaire Vendeur sera en droit de Céder dans le cadre de la vente projetée le restant des actions destinées à être Cédées. L'Actionnaire Vendeur accepte de faire tout son possible afin d'obtenir l'accord du Cessionnaire pour la participation de l'Actionnaire Participant dans la Cession projetée et accepte de ne pas Céder des actions au Cessionnaire éventuel, si ce Cessionnaire éventuel refuse son accord à une telle participation.

(b) Afin d'éviter le moindre doute, un Actionnaire Non Vendeur de la Classe A qui choisit de participer dans la vente conformément à l'article 6.3 (a) n'aura pas le droit de participer dans les procédures relatives au droit de préemption telles que décrites dans l'article 6.2 au regard de cette vente.

(c) L'Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A n'aura pas le droit de participer à une vente conformément à l'article 6.3 (a) dans le cas où

(i) l'Avis d'Offre applicable a été délivré après qu'un changement radical dans le schéma d'investissement et dans la stratégie d'affaires de Galbani est intervenu ou a été décidé par le conseil d'administration de la Société ou un des ses Affiliés; ce changement radical comprendra, entre autres, les acquisitions de ou les fusions avec, des entreprises non liées ou des changements dramatiques dans la stratégie de marché de GALBANI mais ne concernera pas des acquisitions ajoutées aux mêmes entreprises ou à des entreprises étroitement liées; ou

(ii) les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A ont reçu un avis écrit de la part d'un des Actionnaires de la Classe B demandant l'autorisation de vendre toute ou partie de leurs actions de la classe B en raison de besoins de liquidité sérieux et motivés, les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A, agissant de manière raisonnable, ont donné leur accord écrit à cette vente.

6.4. Drag-Along Rights

(a) Si à un moment donné une Cession ou des Cessions d'actions par des actionnaires (les «Vendeurs Majoritaires»), agissant de concert à cet effet, résulterait dans un Changement de Contrôle de la Société, ces Vendeurs Majoritaires auront le droit, sous réserve des dispositions de cet article 6.4, de demander aux actionnaires restants (les «Actionnaires Restants») d'inclure dans cette vente le même pourcentage proportionnel d'actions détenues par ces Actionnaires Restants que les Vendeurs Majoritaires envisagent de vendre, en notifiant un avis aux Actionnaires Restants («l'Avis Drag-Along») à condition que tout Actionnaire Restant doive également fournir sur une base proportionnelle (ou bien directement ou tel que déterminé d'après l'unique appréciation des Vendeurs Majoritaires), toutes les déclarations et garanties, conventions, indemnités ou autres obligations (étant entendu que ces déclarations et garanties, conventions,

indemnités, ou autres obligations ne pourront être considérées ou interprétées comme une violation d'une obligation légale, statutaire, contractuelle ou autre obligation contraignante pour les Actionnaires Restants), et à accepter d'une autre façon les autres dispositions de la convention, y inclus la participation dans des paiements différés, prêts de vendeur ou des dispositions similaires.

(b) L'Avis Drag-Along comprendra:

(i) la date de cet avis (la «Date de l'Avis Drag-Along»);

(ii) le nom et l'adresse de la tierce partie ou des tierces parties agissant de concert;

(iii) le montant de la contre-valeur proposée à être payée par action et les conditions et clauses de paiement raisonnablement détaillées offertes par la tierce partie ou les tierces parties agissant de concert avec des propositions écrites ou conventions, s'il y en a, y relatives;

(iv) le nombre total d'actions destinées à être vendues;

(v) les clauses et conditions essentielles (y incluses toutes les déclarations et garanties, conventions et indemnités ou autres obligations requises) selon lesquelles le Transfert proposé sera réalisé, et

(vi) la Date du Changement de Contrôle (la «Date du Changement de Contrôle») qui ne devra pas être inférieure à trente (30) ni supérieure à cent quatre vingt (180) jours de calendrier suivant la date de l'Avis Drag-Along.

(c) Coopération

Les actionnaires coopéreront en bonne foi avec la société en ce qui concerne la réalisation du Changement de Contrôle (y inclus, sans limitation, le vote d'actions détenues par les actionnaires pour approuver ce Changement de Contrôle). A la Date du Changement de Contrôle, les actionnaires délivreront un document ou des documents prouvant cette vente et un certificat ou des certificats pour toutes les actions destinées à être vendues par ces actionnaires à une tierce partie ou aux tierces parties agissant de concert de la façon et à l'adresse indiquée dans l'Avis Drag-Along et la société fera en sorte que la part du prix de vente de chaque actionnaire sera payée à chaque actionnaire tel qu'indiqué par lui.

(d) Les dispositions de cet article 6.4 seront uniquement applicables lorsque le taux de rendement interne, calculé annuellement, obtenu suite à ce Transfert, sera égale ou supérieur à quinze pour cent (15%).»

2. Renumerotation conséquente des articles 6 à 19 en 7 à 20 des statuts de la Société.

3. Modification des paragraphes 1 et 2 de l'article 10 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 10. Conseil d'administration.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de cinq membres tous représentant les Actionnaires de la Classe A. Les membres du conseil d'administration sont élus pour une durée d'un (1) an. Ils peuvent être réélus.

Les Actionnaires de la Classe A sont seuls en droit de proposer, pour l'élection par les actionnaires, tous les membres du conseil d'administration.»

4. Modification de l'article 11 des statuts de la Société comme suit:

«**Art. 11. Tenue des conseils d'administration.**Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un président, et pourra élire parmi ses membres un vice-président. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui aura comme fonction de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Le président préside toutes les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil d'administration en son absence, les actionnaires ou le conseil d'administration pourront nommer un président pro tempore par vote à la majorité des présents aux assemblées ou réunions du conseil d'administration.

Les conseils d'administration devront être tenus au moins deux fois par an et à intervalle de moins de six mois. Les réunions du conseil d'administration pourront être convoquées par deux (2) administrateurs, les personnes convoquant l'assemblée déterminant l'ordre du jour. Il sera donné un préavis écrit de cinq (5) jours de calendrier aux administrateurs qu'un conseil d'administration se tiendra (sauf en cas d'urgence, auquel cas un préavis de vingt-quatre heures, indiquant dûment la raison de l'urgence, sera suffisant).

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie ou par courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire. Il pourra aussi participer à toute réunion par téléphone, vidéo conférence, téléconférence ou par tout autre moyen de communication.

Le quorum nécessaire à une réunion du conseil d'administration sera la majorité des membres du conseil d'administration. Si le quorum n'est pas atteint endéans les deux (2) heures du moment fixé pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion à une date et un endroit ultérieurs. Des avis concernant la réunion ajournée seront donnés au administrateurs, s'il y en a, par le secrétaire, sinon par le président du conseil d'administration.

Sauf exception prévue par les présents statuts toutes les délibérations des réunions du conseil d'administration seront adoptées par résolution à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés.

Tout administrateur ayant un conflit causé par un intérêt personnel dans une transaction qui est soumise au conseil d'administration pour approbation et étant en conflit avec l'intérêt de la société (étant entendu que le seul fait qu'un administrateur est un administrateur d'un actionnaire ou d'un Affilié d'un actionnaire ne sera pas constitutif d'un conflit d'intérêts) doit informer le conseil d'administration de tout conflit et ne pourra pas participer au vote mais il sera compté pour le quorum et sera obligé de faire en sorte que sa déclaration sera incluse dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra pas prendre part aux délibérations du conseil (mais sera compté pour le quorum). Lors de l'assemblée générale suivante, avant que d'autres résolutions ne soient mises au vote, un rapport spécial sera fait aux actionnaires sur toute transaction dans laquelle les administrateurs peuvent avoir un intérêt en conflit avec celui de la société.»

5. Modification des statuts de la Société en ajoutant un nouvel article 21 ayant la teneur suivante:

«**Art. 21.** Concernant ces statuts:

«0% Prêt d'Actionnaire» signifie les prêts d'actionnaires en date du 17 avril 2002 et du 15 mars 2002 entre la Société en tant qu'emprunteuse et BC Investors en tant que prêteurs;

«Affilié» signifie (A) concernant une Personne, (i) toute Personne qui directement, ou indirectement à travers un ou plusieurs intermédiaires, Contrôle ou est Contrôlé par, ou se trouve sous Contrôle commun avec, telle autre Personne, ou (ii) toute Personne qui est un administrateur ou organe exécutif (a) de cette Personne ou (B) concernant un individu: (i) le mari, la femme, la mère, le père, la grand-mère, le grand-père, le frère, la soeur, l'enfant (y compris un enfant adoptif) ou tout autre descendant en ligne directe de ladite Personne; (ii) le fiduciaire (trustee) de tout établissement (settlement) (peu importe établi par la Personne concernée) d'après lequel la Personne concernée et/ou un autre Affilié de la Personne concernée peut en être le bénéficiaire; et (C) dans le cas de BC Investors, sans préjudice à la généralité de ce qui précède: (i) tout fonds ou entité dont CIE Management est le partenaire général qui agit en tant que fiduciaire ou trustee ou dispose d'un mandat; et (ii) un investisseur dans tout fonds de BC Investors ou les Personnes décrites sous C(i) ci-dessus;

«BC Investors» signifie (I) BC European Capital VII Top-up 1 à 6 et (ii) BE European Capital VII 1 à 12 et 14 à 17;

«Jour Ouvrable» signifie un jour auquel les banques sont ouvertes à Luxembourg et Milan;

«CIE MANAGEMENT» signifie CE MANAGEMENT II LTD, une société constituée à Guernsey, Channel Islands, Grande-Bretagne, dont le siège social est établi à Barfield House, St. Julian's Avenue, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands, Grande-Bretagne;

«Changement de Contrôle» signifie, concernant la Société, l'obtention du Contrôle de la Société par la vente d'actions, d'actifs, par apports en nature, par des retombées de développement industriel (spin-off), par des fusions, des scissions ou par toute autre mesure ou transaction ayant comme résultat l'obtention, directement ou indirectement, du Contrôle par une Personne qui précédemment n'avait pas le Contrôle de la Société;

«Actionnaire de la Classe A» signifie les détenteurs d'actions de la classe A de temps en temps;

«Actionnaire de la Classe B» signifie les détenteurs d'actions de la classe B de temps en temps;

«Actionnaire de la Classe C» signifie les détenteurs d'actions de la classe C de temps en temps;

«Contrôle» signifie concernant toute Personne: (i) la détention et/ou possession, directe ou indirecte, d'intérêts bénéficiaires et/ou le pouvoir d'exercer des droits de vote applicables à des actions ou autres titres qui confèrent globalement aux titulaires plus de 50% de l'ensemble des droits de vote conférés par toutes les actions émises de cette Personne et qui peuvent être exercés à ce moment lors d'une assemblée générale de cette Personne; et/ou (ii) le pouvoir (directement ou indirectement et par la propriété des actions de capital, de la possession des droits de vote, contractuellement ou autrement), de désigner et/ou de révoquer tous les membres du conseil d'administration ou tout autre organe décisionnel d'une Personne ou ceux d'entre eux qui sont capables d'exprimer une majorité de suffrage, susceptible d'être exprimé par les membres de ce conseil ou organe; Toujours à condition que dans le cas de la Société «Contrôle» signifie la détention et/ou possession, directe ou indirecte d'exercer des droits de vote des actions qui confèrent globalement aux titulaires plus de 50% des droits de vote totaux conférés par toutes les actions de la classe A, de la classe B et de la classe C qui peuvent exercer à ce moment donné à une assemblée générale de la Société;

«Obligations Convertibles» signifie les Obligations de la Tranche A, Obligations de la Tranche B et Obligations de la Tranche C;

«GALBANI» signifie EGIDIO GALBANI, une société italienne, intervenant dans la production, la vente et la distribution de fromage et de viande fumée, ayant son siège social à Melzo, Milano (Italie), Via Togliatti 8, 20066;

«Offre Publique Initiale» signifie la première offre publique d'actions soit directement soit indirectement de GALBANI et/ou de G.H.2 S.p.A et/ou G.H. S.p.A. et/ou MARVEL II S.A. et/ou la Société sur toute bourse reconnue;

«Cessionnaire Autorisé» signifie une Personne acceptée par une décision du conseil d'administration, agissant raisonnablement, qui ne sera pas engagée, affiliée ou autrement connectée avec une Personne engagée, directement ou indirectement, dans une affaire qui est en concurrence avec les affaires de GALBANI;

«Personne» signifie tout individu, société, société à responsabilité limitée ou entité, association générale ou limitée, association momentanée, société par actions, trust, société ou organisation sans personnalité juridique, autorité gouvernementale ou autres entités ou personnes légales, agissant individuellement, fiduciairement ou sous une autre capacité, ou non;

«Cession» signifie concernant toute action, directement ou indirectement, avec ou sans contrepartie, le fait de vendre, attribuer, contribuer, fusionner, scinder, céder ou autrement disposer de, placer ou charger ou autrement restreindre, ou conférer tous droits (droit de vote ou autres) ou intérêts dont une quelconque de ces actions, de façon volontaire, involontaire, de par la loi ou autrement.

Tout terme non défini dans ces statuts peut être défini par une résolution des Actionnaires.»

Après avoir approuvé ce qui précède, l'assemblée a unanimement adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé de modifier les statuts de la Société en ajoutant un nouvel article 6 ayant la teneur suivante:

«Art. 6. Transferts d'actions.

6.1. Généralités; Immobilisation; Adhérence

(a) Tout actionnaire devra assurer que toute Cession par lui ou par chacun de ses Affiliés d'une action ou d'un intérêt ou d'un droit issu d'une action (une option, un warrant ou autres droits portant sur l'acquisition d'une action (par souscription, conversion ou autrement) étant considéré comme étant un intérêt sur une action à cet effet) devra être faite conformément aux présents statuts et toute Cession faite autrement que conformément à de telles dispositions sera nulle.

(b) pour une période de deux (2) ans à partir du 23 mai 2002 (la «Date de Clôture») (la «Période d'Immobilisation») aucun des Actionnaires de la Classe B et des Actionnaires de la Classe C n'aura le droit de Céder une action de la classe A et/ou une action de la classe C ou tout intérêt ou droit issu d'une action de la classe A et/ou une action de la classe C, sauf:

- (i) un Transfert conformément aux dispositions de l'article 6.3 (Tag-Along Rights) et 6.4 (Drag-Along Rights);
 - (ii) un Transfert par un Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C à tout Actionnaire de la Classe A ou un Affilié d'un tel Actionnaire de la Classe A, ou;
 - (iii) un Transfert par un Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C à un Affilié d'un Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C (une «Cession-Affilié») toujours à condition que si un Affilié d'un Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C cesse d'être un Affilié, pour une raison quelconque un tel Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C devra faire en sorte que les actions détenues par celui qui était un ancien Affilié soient rétrocédées à un tel Actionnaire de la Classe B et/ou un Actionnaire de la Classe C ou un autre Affilié d'un tel Actionnaire.
- (c) Après l'expiration de la Période d'Immobilisation et sous réserve des dispositions des articles 6.2 (Droit de Prémption), 6.3 (Tag-Along Rights) et 6.4 (Drag-Along Rights) chaque actionnaire aura le droit de Céder tout intérêt ou droit concernant une action à condition que le cessionnaire soit un Cessionnaire Autorisé.
- (d) aucune Cession d'actions, survenant néanmoins, ne sera inscrite au registre à moins que:
- (i) le Cessionnaire de ces actions adhère a un pacte entre actionnaires valablement notifié à la Société conformément aux conditions énoncées par un tel pacte;
 - (ii) le Cessionnaire de ces actions achètera un nombre d'Obligations Convertibles proportionnel au nombre d'actions ainsi acquis et assume un montant proportionnel du 0% Prêt d'Actionnaires;
- (e) chacun des Actionnaires reconnaît qu'il pourrait être requis comme partie à une Offre Publique Initiale (Initial Public Offer), pour entrer dans une convention de ne pas transférer ou disposer autrement des actions pour une période limitée suivant une telle Offre Publique Initiale (Initial Public Offer). Chacun des actionnaires, par conséquent, s'engage à conclure une telle convention si elle est requise.

6.2. Droit de Prémption

(a) A l'exception des Cessions-Affilié, si à un moment quelconque suivant la Période d'Immobilisation un actionnaire propose de Céder des actions à un ou plusieurs tiers (étant entendu autre cas à un autre actionnaire ou Affilié d'un tel actionnaire), alors cet actionnaire («l'Actionnaire Vendeur») devra informer par écrit la Société de l'intention de l'Actionnaire Vendeur d'effectuer cette Cession («l'Avis d'Offre»), tel Avis d'Offre devra au moins contenir:

- (i) une description des actions à être cédées (les «Actions Offertes»);
- (ii) l'identité du ou des cessionnaires proposés (le/les «Cessionnaires»);
- (iii) la contre valeur (prix d'achat) et les clauses et conditions essentielles (y incluses toutes les déclarations et garanties, conventions et indemnités ou autres obligations requises et la date de clôture proposée pour cette cession) sur base desquelles la Cession projetée devra être faite.

L'Avis d'Offre devra également inclure une copie de toute proposition écrite, l'échéancier (term sheet) ou lettre d'intention ou toute autre convention en relation avec la Cession projetée y incluses toutes annexes et pièces jointes.

L'Avis d'Offre devra certifier que l'Actionnaire Vendeur a reçu une offre crédible du/des Cessionnaire(s) et qu'il(s) croit/croient de bonne foi qu'une convention contraignante en vue de la Cession peut être obtenue aux conditions contenues dans l'Avis d'Offre. La Société devra endéans trois (3) Jours Ouvrables à partir de la réception de l'Avis d'Offre (la «Date de l'Avis d'Offre») envoyer une copie de l'Avis d'Offre aux Actionnaires de la Classe A (autre que les Actionnaires Vendeurs détenteurs de la Classe A) (chacun un «Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A»), aux Actionnaires de la Classe B et aux Actionnaires de la Classe C (autre que le l'Actionnaire Vendeur détenteur d'actions de la classe B ou d'actions de la classe C) (ces Actionnaires de la Classe B et les Actionnaires de la Classe C recevant une copie de l'Avis d'Offre ensemble avec les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A, les «Actionnaires Non-Vendeurs»). Autrement qu'au regard d'une Cession qui résulterait d'un Changement de Contrôle (y compris, afin d'éviter le moindre doute, tel qu'envisagé à l'article 6.4 (Drag-Along Rights)) la notification de l'Avis d'Offre par la Société aux Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A constituera une offre irrévocable faite aux Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A pour acheter les Actions Offertes conformément aux présentes clauses.

(b) Les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A auront le choix pendant une période des quinze (15) Jours Ouvrables à partir de la Date de l'Avis d'Offre pour acheter les Actions Offertes au prix énoncé dans l'Avis d'Offre et conformément aux mêmes clauses et conditions essentielles telles que décrites dans l'Avis d'Offre.

Afin d'éviter tout doute, seuls les Actionnaires de la Classe A peuvent exercer des droits de prémption pour les Actions Offertes.

Si une telle option n'est pas exercée endéans quinze (15) Jours Ouvrables suivant la Date de l'Avis d'Offre, elle sera prescrite uniquement pour l'Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A qui décide de ne pas exercer une telle option.

(c) Au cas où à la contrepartie indiquée dans l'Avis d'Offre n'est pas entièrement en espèces et que soit il n'est pas possible aux Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A qui entendent exercer leur droit de prémption d'offrir la même contrepartie que celle offerte par la tierce partie en raison de la nature de la contrepartie soit que les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A ne sont pas d'accord avec la détermination de cette contrepartie, les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A auront le droit d'acquérir les actions en payant un prix en espèces calculé, au cas où la contrepartie consiste en des actions cotées, sur base des prix de bourse moyens de ces actions au cours des six (6) mois précédant la date de l'Avis d'Offre, ou, en cas de toute autre contribution en nature, calculé sur base du prix de marché convenable de cette contrepartie qui sera calculé conformément à des listes de prix publiquement disponibles ou autrement déterminé finalement par les réviseurs de la Société, leur décision étant finale et engageant les parties sauf en cas d'erreur manifeste, à la requête écrite des Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A.

(d) Si, par application des dispositions de cet article 6.2, les acceptations sont reçues des Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A pour un nombre égal d'actions excédant le nombre d'Actions Offertes, alors les Actions Offertes seront réparties entre les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A proportionnellement au nombre de leurs actions de la classe A.

(e) Les droits de préemption ne peuvent être exercés que pour la totalité des Actions Offertes.

(f) Si un Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A donne un avis aux Actionnaires-Vendeurs qu'il désire acheter des Actions Offertes, alors le paiement pour les Actions Offertes sera fait par chèque ou par virement, en contrepartie de l'inscription au registre des actionnaires des Actions Offertes qui ont été achetées, en un lieu convenu entre parties et au moment de la clôture prévue à cet effet, qui aura lieu au plus tard quinze (15) Jours Ouvrables après la Date de l'Avis d'Offre.

(g) Si aucun des droits de préemption indiqués plus haut n'ont été exercés par les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A ou si les droits de préemption exercés conformément à cet article 6.2 n'englobent pas toutes les Actions Offertes comme prévu à l'article 6.2.(e), les Actionnaires-Vendeurs pourront endéans quarante-cinq (45) Jours Ouvrables à compter de la Date de l'Avis d'Offre, vendre en une seule transaction les Actions Offertes, au(x) Cessionnaire(s) dont le nom a été indiqué dans l'Avis d'Offre ou à son/ses Affilié(s), à un prix qui ne devra pas être au mieux cinq pour cent (5%) en dessous du prix contenu dans l'Avis d'Offre et à des conditions qui ne sont pas plus favorables que celles contenues dans l'Avis d'Offre. Si, l'Actionnaire Vendeur désire Céder les Actions Offertes, tel que prévu dans la phase précédente, à un acheteur, autre que le/les Cessionnaire(s) indiqué(s) dans l'Avis d'Offre, un nouvel Avis d'Offre devra être présenté aux actionnaires conformément à l'article 6.2 (a).

(h) L'Actionnaire Vendeur doit présenter au conseil d'administration des preuves acceptables que la Cession d'actions a été effectué pour toute ou partie des Actions Offertes soit aux Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A conformément à leurs droit de préemption/ou au(x) Cessionnaire(s) indiqué(s) dans l'Avis d'Offre et conformément aux exigences de l'article 6.2 (a).

(i) L'exercice ou le non-exercice des droits de l'Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A en application du présent article 6.2 d'acheter des actions de l'Actionnaire Vendeur n'affectera pas négativement leur droit de procéder à des achats subséquents de l'Actionnaire Vendeur.

6.3. Tag-Along Rights

(a) A condition que les Actions Offertes comprennent cinq pour cent (5%) ou plus du nombre total d'actions alors en émission, à partir de la réception de l'Avis d'Offre par les Actionnaires Non Vendeurs, les Actionnaires Non Vendeurs pourront choisir de participer dans la Cession projetée en délivrant un avis écrit à l'Actionnaire Vendeur dans les dix (10) Jours Ouvrables suivant réception de l'Avis d'Offre à condition que tout Actionnaire Participant (tel que défini ci-dessous) soit d'accord à fournir, sur une base proportionnelle (ou bien directement ou bien tel que déterminé d'après l'appréciation raisonnable des Actionnaires Vendeurs), toutes les déclarations et garanties, conventions, indemnités, ou autres obligations, et à accepter d'une façon ou d'une autre les autres dispositions de la convention, y inclus la participation dans des paiements différés, prêts de vendeur ou des dispositions similaires. Si un tel Actionnaire Non Vendeur a choisi de participer dans cette vente (chacun «un Actionnaire Participant»), tout Actionnaire Participant aura le droit de Céder dans le cadre de la vente projetée, au même prix et selon les mêmes termes et conditions que celles applicables à l'Actionnaire Vendeur, un nombre d'actions égale au produit:

(i) du quotient résultant de la division du nombre d'actions détenues par cet Actionnaire Participant à la date de la Cession projetée par le nombre total des actions émises à cette date; et

(ii) le nombre total d'actions destinées à être vendues lors de la vente projetée;

et l'Actionnaire Vendeur sera en droit de Céder dans le cadre de la vente projetée le restant des actions destinées à être Cédées. L'Actionnaire Vendeur accepte de faire tout son possible afin d'obtenir l'accord du Cessionnaire pour la participation de l'Actionnaire Participant dans la Cession projetée et accepte de ne pas Céder des actions au Cessionnaire éventuel, si ce Cessionnaire éventuel refuse son accord à une telle participation.

(b) Afin d'éviter le moindre doute, un Actionnaire Non Vendeur de la Classe A qui choisit de participer dans la vente conformément à l'article 6.3 (a) n'aura pas le droit de participer dans les procédures relatives au droit de préemption telles que décrites dans l'article 6.2 au regard de cette vente.

(c) L'Actionnaire Non-Vendeur de la Classe A n'aura pas le droit de participer à une vente conformément à l'article 6.3 (a) dans le cas où

(i) l'Avis d'Offre applicable a été délivré après qu'un changement radical dans le schéma d'investissement et dans la stratégie d'affaires de GALBANI est intervenu ou a été décidé par le conseil d'administration de la Société ou un des ses Affiliés; ce changement radical comprendra, entre autres, les acquisitions de ou les fusions avec, des entreprises non liées ou des changements dramatiques dans la stratégie de marché de GALBANI mais ne concernera pas des acquisitions ajoutées aux mêmes entreprises ou à des entreprises étroitement liées; ou

(ii) les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A ont reçu un avis écrit de la part d'un des Actionnaires de la Classe B demandant l'autorisation de vendre toute ou partie de leurs actions de la classe B en raison de besoins de liquidité sérieux et motivés, les Actionnaires Non-Vendeurs de la Classe A, agissant de manière raisonnable, ont donné leur accord écrit à cette vente.

6.4. Drag-Along Rights

(a) Si à un moment donné une Cession ou des Cessions d'actions par des actionnaires (les «Vendeurs Majoritaires») à une ou plusieurs tierce(s) partie(s) (signifiant autre qu'un actionnaire ou à un Affilié d'un tel actionnaire), agissant de concert à cet effet, résulterait dans un Changement de Contrôle de la Société, ces Vendeurs Majoritaires auront le droit, sous réserve des dispositions de cet article 6.4, de demander aux actionnaires restants (les «Actionnaires Restants») d'inclure dans cette vente le même pourcentage proportionnel d'actions détenues par ces Actionnaires Restants que les Vendeurs Majoritaires envisagent de vendre, en notifiant un avis aux Actionnaires Restants («l'Avis Drag-Along») à

condition que tout Actionnaire Restant doit également fournir sur une base proportionnelle (ou bien directement ou tel que déterminé d'après l'unique appréciation des Vendeurs Majoritaires), toutes les déclarations et garanties, conventions, indemnités ou autres obligations (étant entendu que ces déclarations et garanties, conventions, indemnités, ou autres obligations ne pourront être considérées ou interprétées comme une violation d'une obligation légale, statutaire, contractuelle ou autre obligation contraignante pour les Actionnaires Restants), et à accepter d'une autre façon les autres dispositions de la convention, y inclus la participation dans des paiements différés, prêts de vendeur ou des dispositions similaires.

(b) L'Avis Drag-Along comprendra:

(i) la date de cet avis (la «Date de l'Avis Drag-Along»);

(ii) le nom et l'adresse de la tierce partie ou des tierces parties agissant de concert;

(iii) le montant de la contre-valeur proposée à être payée par action et les conditions et clauses de paiement raisonnablement détaillées offertes par la tierce partie ou les tierces parties agissant de concert avec des propositions écrites ou conventions, s'il y en a, y relatives;

(iv) le nombre total d'actions destinées à être vendues;

(v) les clauses et conditions essentielles (y incluses toutes les déclarations et garanties, conventions et indemnités ou autres obligations requises) selon lesquelles le Transfert proposé sera réalisé, et

(vi) la Date du Changement de Contrôle (la «Date du Changement de Contrôle») qui ne devra pas être inférieure à trente (30) ni supérieure à cent quatre vingt (180) jours de calendrier suivant la date de l'Avis Drag-Along.

(c) Coopération

Les actionnaires coopéreront en bonne foi avec la société en ce qui concerne la réalisation du Changement de Contrôle (y inclus, sans limitation, le vote d'actions détenues par les actionnaires pour approuver ce Changement de Contrôle). A la Date du Changement de Contrôle, les actionnaires délivreront un document ou des documents prouvant cette vente et un certificat ou des certificats pour toutes les actions destinées à être vendues par ces actionnaires à une tierce partie ou aux tierces parties agissant de concert de la façon et à l'adresse indiquée dans l'Avis Drag-Along et la société fera en sorte que la part du prix de vente de chaque actionnaire sera payée à chaque actionnaire tel qu'indiqué par lui.

(d) Les dispositions de cet article 6.4 seront uniquement applicables lorsque le taux de rendement interne, calculé annuellement, obtenu suite à ce Transfert, sera égale ou supérieure à quinze pour cent (15%).»

Deuxième résolution

En conséquence l'assemblée a décidé de renumérotter les articles 7 à 19 en 6 à 20 des statuts de la Société.

Troisième résolution

L'assemblée a décidé de modifier les deux premiers paragraphes de l'article 10 des statuts de la Société pour leur donner la teneur suivante:

«**Art. 10. Conseil d'administration.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de cinq membres tous représentant les Actionnaires de la Classe A. Les membres du conseil d'administration sont élus pour une durée d'un (1) an. Ils peuvent être réélus.

Les Actionnaires de la Classe A sont seuls en droit de proposer, pour l'élection par les actionnaires, tous les membres du conseil d'administration.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale a décidé de modifier l'article 11 des statuts de la Société comme suit:

«**Art. 11. Tenue des conseils d'administration.** Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un président, et pourra élire parmi ses membres un vice-président. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui aura comme fonction de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Le président préside toutes les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil d'administration en son absence, les actionnaires ou le conseil d'administration pourront nommer un président pro tempore par vote à la majorité des présents aux assemblées ou réunions du conseil d'administration.

Les conseils d'administration devront être tenus au moins deux fois par an et à intervalle de moins de six mois. Les réunions du conseil d'administration pourront être convoquées par deux (2) administrateurs, les personnes convoquant l'assemblée déterminant l'ordre du jour. Il sera donné un préavis écrit de cinq (5) jours de calendrier aux administrateurs qu'un conseil d'administration se tiendra (sauf en cas d'urgence, auquel cas un préavis de vingt-quatre heures, indiquant dûment la raison de l'urgence, sera suffisant).

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie ou par courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire. Il pourra aussi participer à toute réunion par téléphone, vidéo conférence, téléconférence ou par tout autre moyen de communication.

Le quorum nécessaire à une réunion du conseil d'administration sera la majorité des membres du conseil d'administration. Si le quorum n'est pas atteint endéans les deux (2) heures du moment fixé pour la réunion, les administrateurs présents peuvent ajourner la réunion à une date et un endroit ultérieurs. Des avis concernant la réunion ajournée seront donnés aux administrateurs, s'il y en a, par le secrétaire, sinon par le président du conseil d'administration.

Sauf exception prévue par les présents statuts toutes les délibérations des réunions du conseil d'administration seront adoptées par résolution à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés.

Tout administrateur ayant un conflit causé par un intérêt personnel dans une transaction qui est soumise au conseil d'administration pour approbation et étant en conflit avec l'intérêt de la société (étant entendu que le seul fait qu'un administrateur est un administrateur d'un actionnaire ou d'un Affilié d'un actionnaire ne sera pas constitutif d'un conflit

d'intérêts) doit informer le conseil d'administration de tout conflit et ne pourra pas participer au vote mais il sera compté pour le quorum et sera obligé de faire en sorte que sa déclaration sera incluse dans le procès-verbal de la réunion. Il ne pourra pas prendre part aux délibérations du conseil (mais sera compté pour le quorum). Lors de l'assemblée générale suivante, avant que d'autres résolutions ne soient mises au vote, un rapport spécial sera fait aux actionnaires sur toute transaction dans laquelle les administrateurs peuvent avoir un intérêt en conflit avec celui de la société.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale a décidé de modifier les statuts de la Société en ajoutant un nouvel article 21 ayant la teneur suivante:

«**Art. 21.** Concernant ces statuts:

«0% Prêt d'Actionnaire» signifie les prêts d'actionnaires en date du 17 avril 2002 et du 15 mars 2002 entre la Société en tant qu'emprunteuse et BC Investors en tant que prêteurs;

«Affilié» signifie (A) concernant une Personne, (i) toute Personne qui directement, ou indirectement à travers un ou plusieurs intermédiaires, Contrôle ou est Contrôlé par, ou se trouve sous Contrôle commun avec, telle autre Personne, ou (ii) toute Personne qui est un administrateur ou organe exécutif (a) de cette Personne ou (B) concernant un individu: (i) le mari, la femme, la mère, le père, la grand-mère, le grand-père, le frère, la sur, l'enfant (y compris un enfant adoptif) ou tout autre descendant en ligne directe de ladite Personne; (ii) le fiduciaire (trustee) de tout établissement (settlement) (peu importe établi par la Personne concernée) d'après lequel la Personne concernée et/ou un autre Affilié de la Personne concernée peut en être le bénéficiaire; et (C) dans le cas de BC Investors, sans préjudice à la généralité de ce qui précède: (i) tout fonds ou entité dont CIE MANAGEMENT est le partenaire général qui agit en tant que fiduciaire ou trustee ou dispose d'un mandat; et (ii) un investisseur dans tout fonds de BC Investors ou les Personnes décrites sous C(i) ci-dessus;

«BC Investors» signifie (I) BC European Capital VII Top-up 1 à 6 et (ii) BE European Capital VII 1 à 12 et 14 à 17;

«Jour Ouvrable» signifie un jour auquel les banques sont ouvertes à Luxembourg et Milan;

«CIE MANAGEMENT» signifie CE MANAGEMENT II LTD, une société constituée à Guernsey, Channel Islands, Grande-Bretagne, dont le siège social est établi à Barfield House, St. Julian's Avenue, St. Peter Port, Guernsey, Channel Islands, Grande-Bretagne;

«Changement de Contrôle» signifie, concernant la Société, l'obtention du Contrôle de la Société par la vente d'actions, d'actifs, par apports en nature, par des retombées de développement industriel (spin-off), par des fusions, des scissions ou par toute autre mesure ou transaction ayant comme résultat l'obtention, directement ou indirectement, du Contrôle par une Personne qui précédemment n'avait pas le Contrôle de la Société;

«Actionnaire de la Classe A» signifie les détenteurs d'actions de la classe A de temps en temps;

«Actionnaire de la Classe B» signifie les détenteurs d'actions de la classe B de temps en temps;

«Actionnaire de la Classe C» signifie les détenteurs d'actions de la classe C de temps en temps;

«Contrôle» signifie concernant toute Personne: (i) la détention et/ou possession, directe ou indirecte, d'intérêts bénéficiaires et/ou le pouvoir d'exercer des droits de vote applicables à des actions ou autres titres qui confèrent globalement aux titulaires plus de 50% de l'ensemble des droits de vote conférés par toutes les actions émises de cette Personne et qui peuvent être exercés à ce moment lors d'une assemblée générale de cette Personne; et/ou (ii) le pouvoir (directement ou indirectement et par la propriété des actions de capital, de la possession des droits de vote, contractuellement ou autrement), de désigner et/ou de révoquer tous les membres du conseil d'administration ou tout autre organe décisionnel d'une Personne ou ceux d'entre eux qui sont capables d'exprimer une majorité de suffrage, susceptible d'être exprimé par les membres de ce conseil ou organe; Toujours à condition que dans le cas de la Société «Contrôle» signifie la détention et/ou possession, directe ou indirecte d'exercer des droits de vote des actions qui confèrent globalement aux titulaires plus de 50% des droits de vote totaux conférés par toutes les actions de la classe A, de la classe B et de la classe C qui peuvent exercer à ce moment donné à une assemblée générale de la Société;

«Obligations Convertibles» signifie les Obligations de la Tranche A, Obligations de la Tranche B et Obligations de la Tranche C;

«GALBANI» signifie EGIDIO GALBANI, une société italienne, intervenant dans la production, la vente et la distribution de fromage et de viande fumée, ayant son siège social à Melzo, Milano (Italie), Via Togliatti 8, 20066;

«Offre Publique Initiale» signifie la première offre publique d'actions soit directement soit indirectement de GALBANI et/ou de G.H.2 S.p.A et/ou G.H. S.p.A. et/ou MARVEL II S.A. et/ou la Société sur toute bourse reconnue;

«Cessionnaire Autorisé» signifie une Personne acceptée par une décision du conseil d'administration, agissant raisonnablement, qui ne sera pas engagée, affiliée ou autrement connectée avec une Personne engagée, directement ou indirectement, dans une affaire qui est en concurrence avec les affaires de GALBANI;

«Personne» signifie tout individu, société, société à responsabilité limitée ou entité, association générale ou limitée, association momentanée, société par actions, trust, société ou organisation sans personnalité juridique, autorité gouvernementale ou autres entités ou personnes légales, agissant individuellement, fiduciairement ou sous une autre capacité, ou non;

«Cession» signifie concernant toute action, directement ou indirectement, avec ou sans contrepartie, le fait de vendre, attribuer, contribuer, fusionner, scinder, céder ou autrement disposer de, placer ou charger ou autrement restreindre, ou conférer tous droits (droit de vote ou autres) ou intérêts dont une quelconque de ces actions, de façon volontaire, involontaire, de par la loi ou autrement.

Tout terme non défini dans ces statuts peut être défini par une résolution des Actionnaires.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale a été clôturée.

Le notaire instrumentant, comprenant et parlant la langue anglaise confirme que, à la demande des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes parties, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Frias, P. Santer, K. Panichi, J. Gloden.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 mai 2002, vol. 518, fol. 26, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 5 juin 2002.

J. Gloden.

(42232/213/1101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2002.

MARVEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 84.650.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Gloden.

(42233/213/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2002.

UNITED INDUSTRIAL ASSOCIATES HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 9.695.

Le bilan au 31 mars 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2002, vol. 569, fol. 9, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2002.

UNITED INDUSTRIAL ASSOCIATES HOLDING S.A.

Signature / Signature

Administrateurs

(42396/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

MASLET S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 21.613.

Le bilan au 31 octobre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2002, vol. 569, fol. 9, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2002.

MASLET S.A.

Signature / Signature

Administrateurs

(42397/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

MANCIAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 81.573.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2002, vol. 569, fol. 9, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2002.

MANCIAL S.A.

Signatures

Administrateurs

(42400/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

MALICOBÉ, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 25.320.

—
EXTRAIT

A la suite de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 4 juin 2002, le Conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- Monsieur Laurent Heiliger, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;

- Madame Michelle Delfosse, ingénieur, demeurant professionnellement au 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;

- Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Tous ces mandats prendront fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

A été nommé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- Monsieur Aloyse Scherer, réviseur d'entreprises, 16, rue Dante, L-1412 Luxembourg.

Ce mandat prendra fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Avec effet au 4 juin 2002, le siège social de la société est transféré au 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxembourg, le 4 juin 2002.

Pour MALICOBÉ, Société Anonyme Holding

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2002, vol. 569, fol. 11, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42416/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

TIBOR, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 15.460.

—
EXTRAIT

A la suite de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 4 juin 2002, le Conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- Monsieur Laurent Heiliger, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;

- Madame Michelle Delfosse, ingénieur, demeurant professionnellement au 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;

- Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Tous ces mandats prendront fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

A été nommé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- Monsieur Aloyse Scherer, réviseur d'entreprises, 16, rue Dante, L-1412 Luxembourg.

Ce mandat prendra fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Avec effet au 4 juin 2002, le siège social de la société est transféré au 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxembourg, le 4 juin 2002.

Pour TIBOR, Société Anonyme Holding

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2002, vol. 569, fol. 11, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42417/000/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

BUREAU LINE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 17, rue Sigismond.
R. C. Luxembourg B 50.763.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 4 juin 2002, vol. 568, fol. 98, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juin 2002.

FIDUCIAIRE FERNAND KARTHEISER & CIE

Signature

(42422/510/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

FIDUCIAIRE KIEFFER & CIE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1730 Luxembourg, 57, rue de l'Hippodrome.
R. C. Luxembourg B 57.065.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 5 juin 2002, vol. 569, fol. 4, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2002.

Pour le gérant

FIDUCIAIRE KIEFFER ET CIE S.A.

Signature

(42421/600/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

G & P SICAV, Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxemburg B 70.712.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2001 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 2001 wurden eingetragen in Luxemburg, am 10. Juni 2002, Vol. 569, Case 12, und wurden beim Handelsregister von Luxemburg am 11. Juni 2002 hinterlegt.

Auszug aus der ordentlichen Generalversammlung, die am 29. Mai 2002 in Luxemburg stattfand

Es wurden beschlossen:

- Herrn Julien Zimmer, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., Luxemburg
- Herrn Klaus Peter Bräuer, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., Luxemburg
- Herrn Lutz Gebser, GEBSER & PARTNER AG, Frankfurt am Main
- Herrn Eduard Motter, GEBSER & PARTNER AG, Frankfurt am Main
- Herrn Wolfgang Schuhmann, GEBSER & PARTNER AG, Frankfurt am Main
- Herrn Wolfgang Müller, cobra PRIVATE BANKING, Schweiz

als Verwaltungsratsmitglieder wiederzuwählen.

Die Verwaltungsratsmitglieder bleiben im Amt bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, die über den Jahresabschluss des Geschäftsjahres bis zum 31. Dezember 2002 abstimmen wird.

Zum Wirtschaftsprüfer wurde PricewaterhouseCoopers, S.à r.l. bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung gewählt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 29. Mai 2002.

Für die G & P SICAV

DZ BANK INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2002, vol. 569, fol. 22, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42423/000/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

FARLUX S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 43.294.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a décidé, en date du 30 avril 2002, de transférer le siège social de la société du 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a décidé, en date du 30 avril 2002, de nommer FIDUCIAIRE BILLON en tant que commissaire de la société en remplacement de EURO-SUISSE AUDIT S.A.

L'assemblée générale ordinaire du 30 avril 2002 a décidé de renouveler les mandats des administrateurs jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes au 31 décembre 2001:

- Monsieur Leonardo Rossetto (administrateur-délégué), résidant au 31 Via del Colosseo, I-00184 Rome;
- Monsieur Gérard Becquer, réviseur d'entreprises, demeurant au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg;
- Monsieur Pascal Roumiguié, employé privé, demeurant au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

G. Becquer

Président de l'Assemblée

Enregistré à Luxembourg, le 6 juin 2002, vol. 569, fol. 6, case 19. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42488/581/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

**RE EUROPE INVEST A.G., Aktiengesellschaft,
(anc. GORDIUS HOLDING S.A.).**

Gesellschaftssitz: L-1930 Luxemburg, 64, avenue de la Liberté.
H. R. Luxemburg B 43.796.

Im Jahre zweitausendzwei, den einunddreißigsten Mai.
Vor dem Notar Georges d'Huart, im Amtssitz in Pétange.

Versammelte sich die außergewöhnliche Generalversammlung der Holdingaktiengesellschaft GORDIUS HOLDING S.A, mit Sitz in L-1930 Luxemburg, 64, avenue de la Liberté,
gegründet gemäß Urkunde des Notars Paul Decker vom 20. Juni 1991, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations vom 20. Januar 1992, Seite 272,
eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister beim Bezirksgericht Luxemburg, Sektion B unter Nummer 43796.
Die Versammlung fand statt unter dem Vorsitz von Herrn Georges Brimeyer, Privatbeamter, wohnhaft in L-1880 Luxemburg, 111, rue Pierre Krier.

Der Präsident bestimmte zum Sekretär Frau Biljana Fux-Karamitre, Privatbeamte, wohnhaft in L-1221 Luxemburg, 57, rue de Beggen.

Die Versammlung wählte zum Stimmenzähler Fräulein Vangelina Karamitre, Privatbeamte, wohnhaft in L-8077 Bett-range, 287 rue de Luxembourg

Der Präsident erklärte und bat sodann den instrumentierenden Notar zu beurkunden daß:

1) Die erschienenen oder vertretenen Aktionäre, sowie die von ihnen innegehaltene Aktienanzahl auf einer Präsenzliste angeführt sind, welche nach Paraphierung durch den Präsidenten, den Sekretär, den Stimmenzähler und den instrumentierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt, um mit ihr einregistriert zu werden.

2) Aus der Präsenzliste erhellt daß die eintausendzweihundertfünfzig bestehenden Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, in gegenwärtiger außergewöhnlicher Generalversammlung zugegen oder vertreten sind, womit die Versammlung rechtsgültig über sämtliche auf der Tagesordnung figurierenden Punkte entscheiden kann.

3) Die Tagesordnung gegenwärtiger Versammlung, begreift nachfolgende Punkte:

- 1.- Abänderung der Bezeichnung der Gesellschaft in RE EUROPE INVEST A.G.
- 2.- Abänderung des Gesellschaftszwecks.
- 3.- Verlegung des Sitzes auf L-1930 Luxemburg, 55, avenue de la Liberté.

Nachdem vorstehende Prozedur seitens der Versammlung gutgeheißen worden war, wurden nachfolgende Beschlüsse einstimmig gefaßt:

Erster Beschluß

Die Generalversammlung beschließt die Bezeichnung der Gesellschaft in RE EUROPE INVEST A.G. abzuändern.

Zweiter Beschluß

Die Generalversammlung beschließt auf die Bezeichnung Holding zu verzichten und folgendes hinzuzufügen:

- Investieren in Immobilien,
- An- und Verkauf, An- und Vermietung von Gittern und Immobilien,
- Vermittlung beim An- und Verkauf, An- und Vermietung von Immobilien,
- Projektentwicklung und Vermarktung derselben,
- Promotion und Erbauen von Immobilien; Koordinierung von sämtlichen Arbeiten um und in denselben.

Dritter Beschluß

Die Generalversammlung beschließt der Sitz auf L-1930 Luxemburg, 55 avenue de la Liberté zu verlegen.

Da die Tagesordnung somit erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Abschätzungen

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Beurkundung entstehen, wurde von den Komparenten auf vierhundertfünfundneunzig Euro abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Pétange, in der Amtsstube des instrumentierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben die Mitglieder des Büros, indem keiner der anderen Aktionäre die Unterzeichnung beantragt hat, zusammen mit mir Notar gegenwärtige Urschrift unterschrieben.

Signé: G. Brimeyer, B. Fux-Karamitre, V. Karamitre, G. d'Huart.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 juin 2002, vol. 878, fol. 47, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pétange, le 7 juin 2002.

Pour expédition conforme

G. d'Huart

Notaire

(42604/207/61) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

**EXCELLENCE TRADING S.A., Société Anonyme,
(anc. CMF MANAGEMENT, GmbH, Société à responsabilité limitée).**

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R. C. Luxembourg B 74.795.

L'an deux mille deux, le trente avril.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des associés de CMF MANAGEMENT GmbH (la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74.795, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 2 mars 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 473 du 5 juillet 2000.

Les statuts de la Société ont été modifiés par acte de notaire instrumentant en date du 2 avril 2002, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Madame Ana Dias, employée privée, demeurant à Bissen.

Il fut désigné comme secrétaire Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

Il fut désigné comme scrutatrice Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

Le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 254 (deux cent cinquante-quatre) parts, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Transformation de la société à responsabilité limitée en société anonyme.

2) Fixation de la date à laquelle devra se tenir chaque année une assemblée générale statutaire.

3) Refonte des statuts pour se doter de statuts conformes à ceux d'une société anonyme pleinement imposable en tenant compte des modifications suivantes:

a) Changement de dénomination de la société en EXCELLENCE TRADING S.A.

b) Modification de l'objet social de la société qui devra avoir la teneur suivante:

«La société a pour objet l'import, l'export de viande et tous produits dérivés, ainsi que tous produits agricoles et dérivés. La société pourra également intervenir en tant que consultant ou intermédiaire dans les domaines précités. En général, la société pourra faire toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles et financières ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social et son extension.»

4) Adoption d'une version française des statuts suivie d'une version allemande.

5) Nomination de deux administrateurs supplémentaires et d'un commissaire aux comptes. 6) Autorisation à conférer au Conseil d'Administration en vue de la nomination d'un ou de plusieurs Administrateurs-Délégués.

Après délibération, l'assemblée a, à l'unanimité, adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transformer la Société en modifiant sa forme d'une société à responsabilité limitée en une société anonyme.

L'assemblée décide d'approuver la valeur nette de la Société de trente et un mille sept cent cinquante euros (EUR 31.750,-) tel que déterminée par le conseil d'administration et fixer le capital social de la Société à trente et un mille sept cent cinquante euros (EUR 31.750,-) représenté par deux cent cinquante-quatre (254) actions avec une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune. En conséquence les deux cent cinquante-quatre (254) parts sociales de «S.à r.l.» sont remplacées par deux cent cinquante-quatre (254) actions de «S.A.» et chaque détenteur reçoit une (1) «action S.A.» pour une (1) «part sociale S.à r.l.».

Conformément aux articles 33-1, 32-1 et 26-1 (1) de la loi sur les sociétés commerciales, ce changement de forme juridique a fait l'objet d'une vérification par la FIDUCIAIRE FONDS MANGEN, Réviseur d'Entreprises indépendant, et son rapport conclut comme suit:

Conclusion:

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la valeur du capital nominal de la société CMF MANAGEMENT GmbH, S.à r.l., destiné à être transformé en actions de la société anonyme CMF MANAGEMENT S.A. et qui correspond au moins à EUR 31.750,- soit à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Ce rapport restera ci-annexé, signé ne varietur par les comparants.

Deuxième résolution

L'assemblée décide alors de modifier et reformuler les statuts de la Société afin de les adapter à la nouvelle forme de la Société et d'inclure les modifications reprises dans les points ci-dessus et notamment de changer la dénomination de la société en EXCELLENCE TRADING S.A., de fixer la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires au troisième lundi du mois d'avril à 10.00 heures et de modifier l'objet social de la société pour lui donner la teneur reprise dans l'ordre du jour. Les nouveaux statuts seront rédigés en langue française, suivie d'une version allemande.

Statuts consolidés, modifiés et reformulés

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée: EXCELLENCE TRADING S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour. Elle peut être dissoute à tout moment par une décision des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour un changement des statuts.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet l'import, l'export de viande et tous produits dérivés, ainsi que tous produits agricoles et dérivés. La société pourra également intervenir en tant que consultant ou intermédiaire dans les domaines précités. En général, la société pourra faire toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles et financières ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social et son extension.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 31.750,- (trente et un mille sept cent cinquante euros), représenté par 254 (deux cent cinquante-quatre) actions de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non associés.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième lundi du mois d'avril à 10.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Art. 1. Es wird unter den Komparanten sowie zwischen allen, die später Aktienbesitzer werden sollten, eine luxemburgische Aktiengesellschaft gegründet, unter der Bezeichnung EXCELLENCE TRADING S.A.

Art. 2. Die Gesellschaftsdauer ist unbegrenzt. Nach Massgabe der gesetzlichen Vorschriften kann die Generalversammlung über die Auflösung beschliessen.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg. Wenn außerordentliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art den normalen Geschäftsbetrieb der Gesellschaft an ihrem Sitz behindern sollten oder zu behindern drohen kann der Sitz der Gesellschaft durch einfache Entscheidung des Verwaltungsrates in jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg, ja selbst des Auslandes verlegt werden, dies gilt bis zu dem Zeitpunkt, an dem diese Umstände nicht mehr vorliegen.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Import und Export von Fleisch und alle Derivate, sowie alle Agrarprodukte und Derivate. Die Gesellschaft kann auch als Berater oder Vermittler eintreten.

Die Gesellschaft kann alle mobiliaren und immobiliaren, kaufmännischen,- industriellen oder finanziellen Transaktionen tätigen, die in einem direkten oder indirekten Zusammenhang mit allen voranstehend beschriebenen Bereichen stehen und geeignet sind, deren Erfüllung zu erleichtern.

Art. 5. Das gezeichnete Kapital wird auf EUR 31.750,- (einunddreissigtausend siebenhundert fünfzig Euro) festgesetzt, eingeteilt in 254 (zwei hundert vierundfünfzig) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 125,- (ein hundert fünf und zwanzig Euro), wobei jede einzelne Aktie auf den Hauptversammlungen über je eine Stimme verfügt.

Bei den Aktien handelt es sich je nach Wahl des Aktionärs um Namensaktien oder Inhaberaktien.

Das Gesellschaftskapital kann aufgrund eines Beschlusses der Generalversammlung der Aktionäre welche in Falle einer Satzungsänderung abstimmt, erhöht oder vermindert werden.

Die Gesellschaft kann zum Rückkauf ihrer eigenen Aktien schreiten unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen.

Art. 6. Geleitet wird die Gesellschaft von einem Verwaltungsrat, dem mindestens drei Mitglieder angehören müssen, die den vorsitzenden aus ihrer Mitte wählen. Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Art. 7. Der Verwaltungsrat ist mit weitestgehenden Vollmachten ausgestattet, um den Betrieb der Gesellschaft zu verwalten sowie sämtliche Anordnungen treffen und Verwaltungshandlungen vornehmen zu können, die im Rahmen des Gesellschaftszweckes anfallen. Grundsätzlich alles, was durch die vorliegende Satzung beziehungsweise durch das Gesetz nicht der Hauptversammlung vorbehalten bleibt, fällt in seinen Zuständigkeitsbereich. Insbesondere kann er schiedsgerichtliche Entscheidungen vereinbaren, sich über ein Recht vergleichen sowie jedem Verzicht und jeder Aufhebung eines richterlichen Beschlags mit und ohne Zahlung zustimmen.

Der Verwaltungsrat kann zur Zahlung von Zwischendividenden schreiten unter den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten.

Der Vorstand kann weiterhin die Arbeit der täglichen Gesellschaftsverwaltung ganz oder teilweise sowie die Vertretung der Gesellschaft im Hinblick auf diese Verwaltung einem oder mehreren Verwaltern, Direktoren, Geschäftsführern und/oder Bevollmächtigten übertragen, die ihrerseits nicht unbedingt Gesellschafter sein müssen.

Die Gesellschaft wird entweder durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder aber durch die Einzelunterschrift des Verwaltungsrats Bevollmächtigten verpflichtet.

Art. 8. In sämtlichen Rechtssachen wird die Gesellschaft, sei es als Klägerin, sei es als Beklagte, von einem Vorstandsmitglied oder einer vom Verwaltungsrats dazu bevollmächtigten Person, die in ihrem Namen auftritt, vertreten.

Art. 9. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren. Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember jedes Jahres.

Art. 11. Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am dritten Montag des Monats April um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder jedem anderen in der Einberufung angegebenen Ort. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so findet die Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag statt.

Art. 12. Jeder Aktionär kann selbst abstimmen oder durch einen Vertreter abstimmen lassen der selbst nicht Aktionär zu sein braucht.

Art. 13. Die Hauptversammlung ist mit den weitesten Vollmachten ausgestattet, um alle für die Gesellschaft wichtigen Handlungen durchführen oder ratifizieren zu können. Sie beschliesst auch über die Verwendung des Reingewinns.

Die Generalversammlung kann beschliessen Gewinne und verteilbare Reserven zur Rückzahlung des Gesellschaftskapitals zu benutzen ohne, daß das Nennkapital hierdurch vermindert wird.

Art. 14. Bei allen anderen, in der vorliegenden Satzung nicht geregelten Angelegenheiten, unterwerfen sich die vertragschliessenden Partner den Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 und seinen späteren Änderungen.

Troisième résolution

L'assemblée confirme Monsieur Adrian Dinjan, commerçant, demeurant à Schilde, Belgique, dans sa fonction d'administrateur et nomme deux administrateurs supplémentaires, savoir:

- Monsieur Klaus Pieper, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.
- Monsieur Alain Vasseur, consultant, demeurant à Holzem.

La durée du mandat des administrateurs est de six années.

En relation avec ce qui précède l'assemblée décide d'autoriser le conseil d'administration de déléguer la gestion journalière de la Société à un quelconque des trois membres du conseil d'administration mentionnés ci-dessus, individuellement ou conjointement avec pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière et d'engager la Société dans cette gestion journalière par leurs signatures.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer comme commissaire aux comptes pour une période de six années:

HIFIN S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour l'assemblée est clôturée.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge, en raison des présentes sont évalués à mille cinq cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.
 Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.
 Signé: A. Dias - P. Van Hees - R. Uhl - J. Elvinger.
 Enregistré à Luxembourg, le 8 mai 2002, vol. 135S, fol. 28, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Luxembourg, le 6 juin 2002. J. Elvinger.
 (42484/211/193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

INSA, INTERNATIONAL SHARE HOLDING S.A., Société Anonyme .

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
 R. C. Luxembourg B 24.230.

—
 EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société, tenue à la date du 24 mai 2002, que la composition du Conseil d'Administration est dorénavant la suivante:

- M. Marcel Hilbert, administrateur de société, demeurant à L-5217 Sandweiler, 30, Ge'Erchen, administrateur-délégué;

- M. Sylvain Kirsch, dirigeant de société, demeurant à L-1242 Luxembourg, 3, rue des Bleuets, administrateur;

- M. Claude Schmit, dirigeant de société, demeurant à L-2633 Senningerberg, 65, route de Trèves, administrateur.

A été nommée en tant que Commissaire aux Comptes la société EURO ASSOCIATES, 33, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en remplacement du Commissaire aux Comptes démissionnaire, la société BUSINESS AND FINANCE ENGINEERING LTD, Dublin (Irlande).

Décharge a été accordée aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes sortants pour l'exécution de leurs mandats.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes étant venus à échéance, l'assemblée a décidé de renouveler, pour une nouvelle période de six ans, les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction.

Luxembourg, le 24 mai 2002.

Pour extrait conforme

Pour ordre

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 2002, vol. 568, fol. 100, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42448/565/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

GKV HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
 H. R. Luxemburg B 53.085.

—
Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 27. Mai 2002

Mit sofortiger Wirkung setzt sich der Verwaltungsrat der Gesellschaft wie folgt zusammen:

- Herr Sylvain Kirsch, Geschäftsführer, wohnhaft in L-1242 Luxembourg, 3, rue des Bleuets, Verwaltungsrat;

- Herr Claude Schmit, Geschäftsführer, wohnhaft in L-2633 Senningerberg, 65, route de Trèves, Verwaltungsrat;

- Frau Tania Fernandes, Angestellte, wohnhaft in 31, rue de la Fontaine, L-3768 Tétange, Verwaltungsrat.

- Zum Abschlussprüfer wurde die Gesellschaft EURO ASSOCIATES, mit Sitz in Luxemburg, 33, allée Scheffer, ernannt.

Den ausscheidenden Verwaltungsräten Caragh Couldridge, Simon Couldridge und Christian Faltot sowie dem ausscheidenden Abschlussprüfer, INTERNATIONAL AUDITING SERVICES S.A. wurde Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate bis zum heutigen Tage erteilt.

Gemäss Artikel 6 der Statuten sowie gemäss Artikel 51 und 52 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, beschliesst die Generalversammlung, die Mandate der soeben ernannten Verwaltungsratsmitglieder und des neu ernannten Abschlussprüfers für weitere 6 Jahre zu verlängern. Die Mandate enden damit am Datum der jährlichen Hauptversammlung des Jahres 2007.

Luxemburg, den 27. Mai 2002.

Für den Verwaltungsrat

Unterschrift

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 2002, vol. 568, fol. 100, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42451/576/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

M.L.D. SOPARFI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

R. C. Luxembourg B 74.007.

Au siège social de la société anonyme M.L.D. SOPARFI S.A., s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société constituée suivant acte reçu par le notaire Norbert Muller, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 31 janvier 2000.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Richard Sturm, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne compte secrétaire, Mademoiselle Conny Boussong, employée privée, demeurant à Bettembourg.

A été appelé aux fonctions de scrutateur, Madame Paola Anastasi, employée privée, demeurant à Strassen.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare à la secrétaire d'acter ce qui suit:

I.) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1° changement du siège social,

2° changement du capital social en Euros,

3° révocation du conseil d'administration en les personnes de Monsieur Antonio Quinaz Manuel Dos Santos, demeurant à P-2745 Quelaz rue D. Miniz Lote 3 Belas; Monsieur Raul José Guerreiro, demeurant à P-2765 S. Juao estoril Rua escola Social Nr 98 Seguada Eskierda, la société ARTILUX INVESTMENTS S.A., avec siège social à Tortola, Lake Building, Second Floor, Wickhams Cay 1 P.O. Box 3116 Toad Town et la société CROWNLUX S.A., avec siège social à Tortola, Lake Building, Second Floor, Wickhams Cay 1 P.O. Box 3116 Toad Town,

4° décharge quant au mandat exercé par les anciens administrateurs,

5° démission du mandat de Monsieur Antonio Quinaz Manuel Dos Santos quant à sa fonction de directeur technique,

6° décharge quant au mandat exercé par l'ancien directeur technique,

7° démission du mandat de Monsieur Raul José Guerreiro, quant à sa fonction de directeur administratif,

8° décharge quant au mandat exercé par l'ancien directeur administratif,

9° révocation du commissaire aux comptes de la société RAFFALUX S.A., ci-avant établie à L-2555 Luxembourg, 39, rue de Strassen,

10° décharge du mandat du commissaire aux comptes sortant RAFFALUX S.A.,

11° nomination d'un nouveau commissaire aux comptes,

12° nomination de deux nouveaux membres au conseil d'administration.

II.) Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, cette liste de présence signée par les actionnaires présents ou représentés et le bureau restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III.) L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les associés présents ou représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV.) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Le siège social sera changé de L-2514 Luxembourg, 5, rue Jean-Pierre Sauvage au nouveau siège à L-2610 Luxembourg, 160, route de Thionville.

L'article 2 des statuts restera en vigueur en toute sa teneur.

Deuxième résolution

Le capital initial de 1.250.000,- LUF (un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois) est transcrit en Euros à savoir 30.986,69 EUR (trente mille neuf cent quatre-vingt-six Euros virgule soixante-neuf Cents).

Troisième résolution

Monsieur Antonio Quinaz Manuel Dos Santos, demeurant à P-2745 Quelaz rue D. Miniz Lote 3 Belas est révoqué avec effet immédiat de sa fonction d'administrateur.

Monsieur Raul José Guerreiro, demeurant à P-2765 S. Juao estoril Rua escola Social Nr 98 Segunda Eskierda est révoqué avec effet immédiat de sa fonction d'administrateur.

La société ARTILUX INVESTMENTS S.A., avec siège social à Tortola, Lake Building, Second Floor, Wickhams Cay 1 P.O. Box 3116 Toad Town est révoquée avec effet immédiat de sa fonction d'administrateur.

La société CROWNLUX S.A., avec siège social à Torcola, Lake Building, Second Floor, Wickhams Cay 1 P.O. Box 3116 Toad Town, est révoquée avec effet immédiat de sa fonction d'administrateur.

Quatrième résolution

Il est donné pleine et entière décharge aux administrateurs sortants, Messieurs Antonio Quinaz Manuel Dos Santos, Raul José Guerreiro, prédits et les sociétés ARTILUX INVESTMENTS S.A. et CROWNLUX S.A., prédites, quant à leur mandats.

Cinquième résolution

Monsieur Antonio Quinaz Manuel Dos Santos, prédit, est révoqué avec effet immédiat de sa fonction de directeur technique.

Sixième résolution

Il est donné pleine et entière décharge à Monsieur Antonio Quinaz Manuel Dos Santos, prédit, quant à son mandat de directeur technique.

Septième résolution

Monsieur Raul José Guerreiro, prédit, est révoqué avec effet immédiat de sa fonction de directeur administratif.

Huitième résolution

Il est donné pleine et entière décharge à Monsieur Raul José Guerreiro, prédit, quant à son mandat de directeur administratif.

Neuvième résolution

La société RAFFALUX S.A. prédite, est révoquée avec effet immédiat de sa fonction de commissaire aux comptes.

Dixième résolution

Il est donné pleine et entière décharge à la société RAFFALUX S.A. prédite, quant à son mandat de directeur aux comptes.

Onzième résolution

Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes:
la société M.C. CONSULTING S.A., établie à L-2550 Luxembourg, 152, avenue du X Septembre.

Douzième résolution

Nomination de deux nouveaux membres au conseil d'administration:
1) Madame Paola Anastasi, employée privée, demeurant à Strassen, 60, rue d'Arlon.
2) Monsieur Alberto Milacci, employé privé, demeurant à B-1440 Braine-le-Château, 12, rue Van Vauxens.
Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.
Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2002, vol. 569, fol. 26, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42538/000/90) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

BREDA-SPIZAK, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 5-7, rue de l'Alzette.

R. C. Luxembourg B 68.240.

Constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 26 janvier 1999, publié au Mémorial C n° 265 du 16 avril 1999.

Capital social de cinq cent mille francs (500.000,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de mille francs (1.000,-) chacune.

—
DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire prénommé, en date du 28 mai 2002, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 29 mai 2002, vol. 878, fol. 38, case 11, que la société à responsabilité limitée BREDA-SPIZAK, S.à r.l., avec siège social à L-4210 Esch-sur-Alzette, 51, rue de la Libération, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B numéro 68.240, a été dissoute par décision de l'associé unique, lequel a déclaré qu'il n'existe plus de passif et que la liquidation de la société peut être considérée comme définitivement clôturée, que les livres et documents de la société seront conservés à l'ancien siège social de la société, pendant cinq (5) ans. Pour extrait conforme, délivré à la société sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 7 juin 2002.

F. Kessler.

(42478/219/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

BOTICO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 63.186.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2002.

(42465/233/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

56682

N.C.C.D. S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 83.330.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 27 août 2002 à 9.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (03740/534/15)

Le Conseil d'Administration.

ILYOSON, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 54.250.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 27 août 2002 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (03741/534/15)

Le Conseil d'Administration.

BANYAN, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 76.957.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 28 août 2002 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

I (03745/534/16)

Le Conseil d'Administration.

**SYLIS, faisant le commerce sous l'appellation de SYLIS LUXEMBOURG, Société Anonyme,
(anc. OCR OMNIS CONSULTANTS RESSOURCES S.A.).**

Siège social: L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 69.399.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Pour ordre

Signature

(42452/576/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

MAGICAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 34.821.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 22 août 2002 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 2002, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2002.
4. Divers.

I (03803/005/15)

Le Conseil d'Administration.

ROSNY S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 34.826.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 22 août 2002 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 2002, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2002.
4. Divers.

I (03804/005/15)

Le Conseil d'Administration.

OMEGALUX IMMOBILIERE, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 39.608.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 25 février 2002

Siège social

Les actionnaires décident de transférer le siège social de la société du 5, Sentier de l'Espérance, L-1474 Luxembourg, à la nouvelle adresse: 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, avec effet immédiat.

Conversion du capital social

Conformément à la loi du 10 décembre 1998, les actionnaires décident de convertir le capital social en euro avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2002.

Les actionnaires décident que la mention de la valeur nominale des actions est supprimée.

Par conséquent, l'alinéa 1^{er} de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

«Le capital social est fixé à trente-trois mille soixante-neuf euros (33.069,00 EUR) divisé en mille trois cent trente-quatre (1334) actions, sans désignation de valeur nominale.»

Remplacement d'un administrateur

Les actionnaires décident de remplacer l'administrateur FIDUCIAIRE WEBER & BONTEMPS Société Civile; décharge pleine et entière lui est accordée pour l'exercice de son mandat.

Est nommée administrateur la FIDUCIAIRE WEBER & BONTEMPS, S.à r.l., sise à Luxembourg.

Pour la société

FIDUCIAIRE WEBER & BONTEMPS, S.à r.l.

Experts-comptables, réviseurs d'entreprises

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 juin 2002, vol. 569, fol. 19, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42434/592/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

FUTURE INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 47.499.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 22 août 2002 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 30 juin 2002, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2002.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

I (03805/005/16)

Le Conseil d'Administration.

BODHI HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 25.510.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le lundi 26 août 2002 à 14.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilans et comptes de Profits et Pertes aux 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes
5. Divers.

I (03831/309/15)

Le Conseil d'Administration.

LUXENGINEERING BEVILACQUA & ASSOCIES S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 68, rue Marie-Adélaïde.
R. C. Luxembourg B 25.907.

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue à Luxembourg le 4 juin 2002 les décisions suivantes:

1. Démission de Monsieur Marc Hilger, conseiller fiscal, demeurant à Bridel, de ses fonctions d'administrateur.
2. Nomination de Monsieur Patrick Hausmann, demeurant à Rhéon (France), aux fonctions d'administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire.
Son mandat d'administrateur viendra à expiration à l'issue de l'assemblée annuelle des actionnaires de 2003.
3. La conversion en Euro du capital social de la société qui s'élève à 1.250.000,- LUF; dès lors le capital social s'élèvera à 30.986,69 EUR.
4. L'augmentation du capital social pour le porter de son montant actuel de 30.986,69 EUR à 31.000,- EUR par incorporation des résultats reportés à concurrence de 13,31 EUR, sans création d'actions nouvelles et en portant la valeur nominale des actions à 310,- EUR.
5. La modification du premier alinéa de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:
«Le capital de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par 100 actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR).»

Luxembourg, le 4 juin 2002.

Pour la société

FIDUCIAIRE WEBER & BONTEMPS, S.à r.l.

Experts comptables et fiscaux

Réviseurs d'entreprises

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 7 juin 2002, vol. 569, fol. 19, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42432/592/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

FELGEN & ASSOCIES ENGINEERING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 14, rue Robert Stümper.
R. C. Luxembourg B 29.739.

—
RECTIFICATIF

A la page 51771 du Mémorial C n° 1 079 du 15 juillet 2002, il a été omis de mettre dans le deuxième alinéa:
«- Monsieur Raymond Block, ingénieur, demeurant à Dudelange, président.»
(03861/XXX/9) .

ATHENA II SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 47.419.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 10 septembre 2002 à 9.30 heures, en l'étude de M^e F. Baden, 17, rue des Bains, L-2018 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Le quorum requis pour voter les points inscrits à l'ordre du jour lors de la première assemblée générale du 30 juillet 2002 n'ayant pas été atteint, une seconde assemblée est convoquée en date du 10 septembre 2002 et pourra délibérer valablement quelle que soit la proportion du capital présent ou représenté sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 2 des statuts pour y remplacer le terme «indéterminée» par «illimitée».
2. Modifications de l'article 5 des statuts, 4° et 6° alinéas, pour leur donner la teneur suivante:

«**4^{ème} alinéa.** Le capital initial de la Société était de trente et un mille deux cent trente quatre euros et cinquante huit cents (31.234,58 EUR) entièrement libéré et représenté par 126 actions sans mention de valeur nominale. Le capital minimum de la société est de un million deux cent trente neuf mille quatre cent soixante sept euros et soixante deux cents (1.239.467,62 EUR) et doit être atteint dans les six mois suivant l'inscription de la Société sur la liste officielle des organismes de placement collectif.

«**6^{ème} alinéa.** Le conseil d'administration peut déléguer à tout administrateur dûment autorisé la charge d'accepter les souscriptions, de livrer et de recevoir le paiement du prix de telles actions nouvelles.

Pour déterminer le capital de la Société, les avoirs nets correspondant à chaque Sous-Fonds seront, s'ils ne sont pas exprimés en euros, convertis en euros et le capital sera égal au total des avoirs nets de tous les Sous-Fonds.»

3. Modification de l'article 10 des statuts pour y supprimer la dernière phrase du premier alinéa.
4. Désolidarisation des «Sous-Fonds», compartiments au sens de la loi du 30 mars 1988 telle que modifiée, et modification subséquente de l'article 22 dernier alinéa du point II, qui aura la teneur suivante:
«Les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Dans les relations des actionnaires entre eux, chaque compartiment est traité comme une entité à part.»
5. Modification de l'article 25 pour y supprimer «, à l'exception du premier exercice social qui se terminera le trente juin 1995.»

I (03866/660/33)

Le Conseil d'Administration.

WELSFORD INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 47.854.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 août 2002 à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilans et des comptes de pertes et profits au 31 décembre 2000. Affectation des résultats
3. Décharge aux Administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Elections statutaires
5. Question de la dissolution anticipée de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
6. Divers.

I (03921/595/16)

Le Conseil d'Administration.

UPSILON INFORMATIQUE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 62, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 65.564.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 26 août 2002 à 11.00 heures à Strassen, 62, route d'Arlon, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1. Présentation des rapports du conseil d'administration et du commissaire
2. Discussion et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001
3. Vote sur la décharge des administrateurs et du commissaire
4. Affectation du résultat
5. Vote conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Modification de l'article 5 des statuts, suite à la conversion du capital en euros
7. Modification du premier alinéa de l'article 6 des statuts, suite à la conversion du capital autorisé en euros
8. Autorisation au conseil d'administration d'établir les statuts coordonnés
9. Divers

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en aviser la société au moins cinq jours francs avant l'assemblée.

Aucun quorum n'est requis pour la tenue de cette assemblée. Les décisions de l'assemblée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

I (03922/255/23)

Le Conseil d'Administration.

TECTONIX, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 77.864.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 16 août 2002 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (03677/534/15)

Le Conseil d'Administration.

IV UMBRELLA FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Gesellschaftssitz: Luxemburg.

H. R. Luxemburg B 71.816.

Im Einklang mit Artikel 22 der Satzung zu der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'investissement à capital variable) IV UMBRELLA FUND findet die

AUSSERORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

am 16. August 2002 um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxemburg, statt.

Tagesordnung:

1. Rückwirkende Ernennung eines neuen Wirtschaftsprüfers für das Geschäftsjahr, das am 31. Dezember 2001 endete.
2. Entlastung für die Ausübung des Mandats als Wirtschaftsprüfers während dem betreffenden Geschäftsjahr.
3. Rückwirkende Ernennung eines neuen Wirtschaftsprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2003.
4. Verschiedenes.

Die Zulassung zur ausserordentlichen Gesellschafterversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis spätestens zum 9. August 2002 bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Luxemburg, den 26. Juli 2002.

IV UMBRELLA FUND

Der Verwaltungsrat

II (03786/250/23) .

56687

CODEBI, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 62.349.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 16 août 2002 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (03680/534/15)

Le Conseil d'Administration.

EUROCOOL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 32, rue J.-P. Brasseur.
R. C. Luxembourg B 75.712.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 août 2002 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2001;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2001;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

II (03717/817/18)

Le Conseil d'Administration.

T.H.C. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 35.424.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2000, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 10 juin 2002, vol. 569, fol. 19, case 9, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(42445/565/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

T.H.C. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme .

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 35.424.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 26 février 2001

4. Par votes spéciaux, l'Assemblée Générale donne à l'unanimité des voix décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'ensemble des mandats jusqu'à ce jour; ainsi que pour la non-tenue de l'Assemblée à la date statutaire. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2004.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2002, vol. 569, fol. 19, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(42447/565/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

MYPAR INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 63.570.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 14 août 2002 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

II (03732/696/14)

Le Conseil d'Administration.

TAU INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 65.376.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

convoquée extraordinairement qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 19 août 2002 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de Madame Barbara Putorti et de Monsieur Luc Hansen de leurs fonctions d'administrateurs.
2. Décharge pleine et entière à accorder aux administrateurs démissionnaires pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.
3. Nomination de Monsieur Graham J. Wilson, avocat, demeurant à Luxembourg, en remplacement de Monsieur Luc Hansen, démissionnaire, et de Monsieur Claudio Carretta, avocat, demeurant à Bergamo, rue Portici Sentierone n. 43, C.F. CRRCLD58H15A794W, en remplacement de Madame Barbara Putorti, démissionnaire.
4. Divers.

II (03787/534/18)

Le Conseil d'Administration.

INTIMIS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.
R. C. Luxembourg B 75.411.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 29 mai 2002, vol. 568, fol. 71, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2002.

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signatures

(42481/521/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2002.
